

LE LIVRE
DES LAURÉATS
DU PRIX SAKHAROV



**LE LIVRE
DES LAURÉATS
DU PRIX SAKHAROV
2015**

L'année 2015 a mis à rude épreuve la liberté de l'esprit. Cette année a commencé dans l'horreur avec l'attaque sanglante contre le journal *Charlie Hebdo*. Au cœur de l'Europe, les balles ont cherché à faire taire la fureur des crayons, l'irrévérence des caricatures, la puissance de la liberté de l'esprit et de la liberté d'expression.

C'est donc un immense honneur pour le Parlement européen qu'Ali Ferzat, lauréat du prix Sakharov 2011, ait accepté d'illustrer les pages de ce livre. Une place particulière est réservée cette année, par le Parlement européen, à la défense et la promotion du travail des dessinateurs de presse, essentiel dans la dénonciation des violations des droits de l'homme, notamment en Syrie. Nous nous félicitons en particulier de la présence des caricaturistes de «Cartooning for Peace» autour du dessinateur de presse français Plantu au Parlement européen pour les célébrations autour du prix Sakharov 2015.

En accueillant Ali Ferzat dans ces pages, il est difficile de ne pas faire mention de sa concitoyenne Razan Zaitouneh, lauréate 2011, dont nous sommes toujours sans nouvelles. La guerre en Syrie, entrée dans sa cinquième année, fait rage. Les populations contraintes de rester sur place vivent dans la terreur et coupées du monde, les réfugiés s'embarquent dans un périlleux voyage. Nous rappelons ici tout notre soutien aux défenseurs acharnés des droits de l'homme dans ce pays ravagé par la haine et l'obscurantisme.

Le prix Sakharov a récompensé en 2014 le docteur Denis Mukwege. Le discours au Parlement européen de cet homme admirable, à l'engagement inconditionnel pour la dignité des femmes, a ému aux larmes notre assemblée mais aussi provoqué l'immense fierté de ses compatriotes. Au-delà de la récompense, c'est un soutien sur le long terme que le Parlement européen a offert au docteur Mukwege à travers le réseau Sakharov qui s'engage avec et auprès de ses lauréats, pour qu'il puisse mener à bien son combat.

Dans ses actions, dans l'engagement concret de son réseau Sakharov, le Parlement européen défend avec force la liberté de l'esprit, partout dans le monde. Cette année, ses représentants ont choisi de récompenser le blogueur et écrivain saoudien Raïf Badawi, condamné à une peine de dix ans de prison et mille coups de fouet par la justice de son pays. Le Parlement réitère ainsi avec vigueur que la liberté d'expression n'est pas négociable et doit être respectée partout dans le monde.

Dessins d'Ali Ferzat, lauréat 2011 du prix Sakharov.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur Europa (www.europa.eu).

Luxembourg, Office des publications de l'Union européenne, 2015

ISBN 978-92-823-7260-9

doi:10.2861/54089

© Union européenne, 2015

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

LE PRIX SAKHAROV Décerné pour la première fois en 1988 à Nelson Mandela et à Anatoli Martchenko, le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit est la plus haute distinction accordée par l'Union européenne aux combats pour la défense des droits de l'homme. Le prix honore les personnes, les groupes et les organisations qui ont apporté une contribution exceptionnelle à la défense de ce modèle de liberté. Par ce prix et le réseau qui y est associé, l'Union européenne soutient les lauréats, et ainsi les valorise et les affirme dans les causes qu'ils défendent.

À ce jour, le prix a été décerné à des dissidents, à des dirigeants politiques, à des journalistes, à des juristes, à des militants de la société civile, à des écrivains, à des mères et des épouses, à des dirigeants de minorités, à un groupe antiterroriste, à des militants pour la paix, à un militant pour l'interdiction de la torture, à un auteur de bandes dessinées, à un prisonnier d'opinion longuement détenu, à un réalisateur cinématographique, à une enfant défendant le droit à l'éducation et même à l'Organisation des Nations unies (ONU) dans son ensemble. Il récompense notamment la liberté d'expression, la défense des droits des minorités, le respect du droit international, et l'instauration de la démocratie et de l'État de droit.

Doté de 50 000 euros, le prix Sakharov est remis à la fin de chaque année au cours d'une séance plénière officielle du Parlement européen, à Strasbourg. Les groupes politiques du Parlement ont chacun la possibilité de désigner plusieurs candidats, de même que les députés à titre individuel, à condition que chaque candidature soit appuyée par au moins quarante parlementaires. Les candidats sont présentés lors d'une réunion commune des commissions des affaires étrangères et du développement et de la sous-commission des droits de l'homme, après quoi les membres des commissions en formation plénière votent pour sélectionner les trois finalistes. Le lauréat final — ou, parfois, les lauréats — est ensuite choisi par la conférence des présidents. Cet organe du Parlement européen, dirigé par le président et composé des présidents de tous les groupes politiques représentés au Parlement, fait de la désignation du lauréat un choix authentiquement européen.



ANDREÏ SAKHAROV (1921-1989), célèbre physicien soviétique et militant pour la défense des droits de l'homme, dissident et réformateur, a accepté qu'un prix pour la liberté de l'esprit porte son nom, estimant qu'il s'agissait d'une «marque importante de reconnaissance de [son] travail pour la défense des droits de l'homme», ainsi qu'il l'a formulé dans une lettre adressée au Parlement européen (1). Il considérait la remise d'un tel prix «utile» car elle «attirerait l'attention sur le problème des droits de l'homme et encouragerait les personnes qui œuvrent en ce sens». Le Parlement européen a déclaré son intention de créer ce prix dans une résolution adoptée en décembre 1985.

Pionnier dans le domaine de la physique nucléaire et inventeur de la bombe à hydrogène soviétique, Andreï Sakharov devient membre de l'Académie des sciences de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) à l'âge de trente-deux ans, bénéficiant ainsi des privilèges de la nomenklatura, l'élite de l'Union soviétique.

Cependant, à la fin des années cinquante, il s'inquiète de plus en plus des conséquences des essais nucléaires sur l'atmosphère ainsi que des implications politiques et morales de ses travaux, capables de décimer des populations entières.

Le moment charnière de son évolution politique survient en 1967: il presse les autorités soviétiques d'accepter une proposition des États-Unis visant à mettre un terme, de façon bilatérale, à la course aux systèmes antimissiles balistiques. En effet, il voit dans ces derniers un risque majeur de guerre nucléaire mondiale, ainsi qu'il le décrit dans son essai de 1968 intitulé *Réflexions sur le progrès, la coexistence pacifique et la liberté intellectuelle*. Les autorités soviétiques lui opposent cependant leur refus et, après la publication de son essai, l'excluent de tous les travaux militaires classés secrets et lui retirent tous ses privilèges.

En 1970, il est l'un des cofondateurs de la Commission des droits de l'homme en URSS; la défense des droits de l'homme et des victimes de procès politiques devient alors sa première préoccupation. En 1972, il épouse Elena Bonner, également militante pour la défense des droits de l'homme. Malgré des pressions croissantes de la part du gouvernement, Sakharov lutte non seulement pour la libération des dissidents dans son pays, mais il devient aussi l'un des dénonciateurs du régime soviétique les plus courageux et incarne la croisade contre le déni de droits fondamentaux. Il est, selon les mots du comité qui lui décerne le prix Nobel de la paix, en 1975, «un porte-parole de la conscience de l'humanité». Il n'est pas autorisé à se rendre à la cérémonie pour recevoir son prix, mais ni la répression ni l'exil ne peuvent venir à bout de son esprit de résistance.

En 1980, Andreï Sakharov est exilé dans la ville fermée de Gorki après avoir protesté publiquement contre l'intervention militaire soviétique en Afghanistan. Pendant son exil, il vit sous surveillance étroite de la police et entreprend à deux reprises une grève de la faim afin d'obtenir l'autorisation d'envoyer sa femme

aux États-Unis pour une opération du cœur. Également envoyée en exil à Gorki en 1984, Elena Bonner est finalement autorisée à se rendre aux États-Unis en octobre 1985 pour son opération. Le Parlement européen apporte son soutien au couple Sakharov, allant jusqu'à débattre de la possibilité de laisser un siège vacant dans l'hémicycle pour Andreï Sakharov. Mais c'est l'autre proposition, à savoir la création d'un prix portant son nom, qui est adoptée à la place. Le choix se porte sur Sakharov car il s'agit d'«un citoyen européen incarnant la liberté de pensée et d'expression et qui a décidé, en raison de ses convictions et de sa conscience, de renoncer à tous les avantages matériels et à tous les honneurs auxquels il aurait pu prétendre», comme le formule Jean-François Deniau, rapporteur pour l'initiative à la plénière du Parlement européen.

Le prix est créé par une résolution du Parlement européen approuvée en décembre 1985. Un an plus tard, Mikhaïl Gorbatchev, qui a introduit la perestroïka (reconstruction) et la glasnost (transparence) dans l'Union soviétique, autorise Andreï Sakharov et Elena Bonner à rentrer à Moscou. Andreï Sakharov y décède en décembre 1989.

En 2013, le prix qui porte son nom célèbre son vingt-cinquième anniversaire. Sa portée va bien au-delà des frontières, même celles des régimes d'oppression, pour récompenser les défenseurs des droits de l'homme et les dissidents à travers le monde. Les défenseurs des droits de l'homme qu'il honore ont payé «le prix fort» pour leur engagement dans la défense de la dignité humaine: nombre d'entre eux ont été persécutés, assassinés, privés de leur liberté, ont subi des violences ou ont été exilés. Dans certains cas, les lauréats n'ont pu recevoir leur prix en personne.

C'est notamment le cas de Nasrine Sotoudeh, lauréate en 2012, qui, de la prison d'Evin, en Iran, où elle est alors détenue, écrit des lettres adressées symboliquement à Andreï Sakharov, abordant sous l'angle de la philosophie la notion de dissidence et comparant la cause qu'elle défend à la sienne.

Elle écrit notamment: «La manière dont vous avez réussi, chaque jour, à faire renaître et à renouveler votre résistance est extraordinaire. Ce que vous êtes parvenu à réaliser fut une grande victoire pour tous les défenseurs des libertés dans le monde. Puissent ceux qui viendront après vous concrétiser vos rêves inaccomplis.»

(1) Les citations figurant dans cette publication sont extraites des lettres d'Andreï Sakharov qui sont conservées aux archives historiques du Parlement européen.

Le RÉSEAU DU PRIX SAKHAROV est composé de lauréats du prix et de députés au Parlement européen. Il a été créé en 2008, au Parlement européen, à l'occasion du vingtième anniversaire du prix. Sa création avait pour but d'honorer «le rôle exceptionnel d'ambassadeurs de la liberté de l'esprit des lauréats du prix Sakharov», et ses membres se sont engagés à promouvoir les efforts communs en faveur des défenseurs des droits de l'homme de par le monde, grâce à des actions communes menées par les lauréats du prix Sakharov, sous l'égide du Parlement européen et conjointement à celui-ci. Le réseau, qui réunit pour l'essentiel des députés, des lauréats et des membres de la société civile, œuvre au renforcement de la coopération en matière de droits de l'homme, à Bruxelles et sur la scène internationale. Il sert de canal de communication grâce auquel les lauréats et le Parlement peuvent se pencher sur les questions de droits de l'homme et lutter contre les violations de ces droits.

En 2013, pour le vingt-cinquième anniversaire du prix, le réseau a adopté une déclaration dans laquelle ses membres se sont engagés à œuvrer conjointement et individuellement à la défense et à la protection des droits de l'homme dans le monde grâce à un certain nombre d'actions. Parmi ces actions figurent notamment une campagne internationale destinée à mettre un terme à la violence contre les enfants et à promouvoir l'éducation des plus jeunes ainsi qu'une campagne sur la liberté d'expression menée en coopération avec le Parlement européen, en mai 2015.

Les membres du réseau du prix Sakharov animent régulièrement les conférences Sakharov dans l'Union européenne pour attirer l'attention sur les questions des droits de l'homme et susciter un débat public dans les capitales européennes. Depuis 2013, ils ont organisé ces conférences en Autriche, en France, en Irlande, en Italie, à Malte, en Pologne, en Slovaquie, en Lituanie et en Belgique. Les conférences ont été données par l'Association des journalistes de Biélorussie, les Dames en blanc, Salima Ghezali, Hauwa Ibrahim, Memorial, Alexandre Milinkevitch, Denis Mukwege et Ahmed Al-Senoussi.

Les membres du réseau se sont retrouvés lors de conférences en 2008, en 2011 et en 2013, auxquelles ont participé la quasi-totalité des lauréats vivants capables de se déplacer. Les conférences du réseau du prix Sakharov sont un lieu de débat entre députés européens, lauréats, représentants de l'Union européenne et d'autres organisations internationales et de la société civile, et servent de tremplin à une action renforcée du réseau en faveur des droits de l'homme.

Pour de plus amples informations sur les activités les plus récentes du réseau, consultez le site web du réseau du prix Sakharov à l'adresse suivante: europarl.europa.eu/intcoop/sakharov/home_en.html



- 2015 Raïf Badawi
- 2014 Denis Mukwege
- 2013 Malala Yousafzai
- 2012 Nasrine Sotoudeh et Jafar Panahi
- 2011 Printemps arabe (Mohamed Bouazizi, Ali Ferzat, Asmaa Mahfouz, Ahmed Al-Senoussi et Razan Zaitouneh)
- 2010 Guillermo Fariñas
- 2009 Memorial (Oleg Orlov, Sergueï Kovalev et Lioudmila Alexeïeva, au nom de Memorial et de tous les autres défenseurs des droits de l'homme en Russie)
- 2008 Hu Jia
- 2007 Salih Mahmoud Mohamed Osman
- 2006 Alexandre Milinkevitch
- 2005 Les Dames en blanc, Hauwa Ibrahim, Reporters sans frontières
- 2004 Association des journalistes de Biélorussie
- 2003 Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies, et l'ensemble du personnel de l'ONU
- 2002 Oswaldo José Payá Sardiñas
- 2001 Izzat Ghazzawi, Nurit Peled-Elhanan, Dom Zacarias Kamwenho
- 2000 ¡Basta Ya!
- 1999 Xanana Gusmão
- 1998 Ibrahim Rugova
- 1997 Salima Ghezali
- 1996 Wei Jingsheng
- 1995 Leyla Zana
- 1994 Taslima Nasreen
- 1993 *Oslobodjenje*
- 1992 Les Mères de la place de Mai
- 1991 Adem Demaçi
- 1990 Aung San Suu Kyi
- 1989 Alexander Dubček
- 1988 Nelson Rolihlahla Mandela; Anatoli Martchenko (à titre posthume)

RAÏF BADAWI est un jeune blogueur saoudien qui défend la liberté de pensée et la liberté d'expression. Il est incarcéré et a été flagellé.

Il a fondé et tenu deux forums en ligne, *Saudi Liberals* puis *Free Saudi Liberal Network*, sur lesquels on pouvait, dans un pays conservateur comme l'Arabie saoudite, discuter de religion et de politique. Les forums comptaient un millier d'utilisateurs inscrits lorsque Raïf Badawi a été, en 2008, arrêté et interrogé pendant une journée car on le soupçonnait d'apostasie, crime passible de la peine de mort en Arabie saoudite. Par la suite, une interdiction illimitée de quitter l'Arabie saoudite a été prononcée à son encontre, ses comptes bancaires ont été gelés et sa belle-famille a tenté de le contraindre au divorce. Un imam radical a également lancé une fatwa contre lui.

Raïf Badawi a vaillamment continué de diffuser ses opinions libérales modérées. Il a notamment défendu par écrit le droit à la liberté de pensée et à la liberté d'expression et a réclamé l'ouverture de la société aux opinions d'autrui. Dans une société arabe qui gémit sous le joug de la théocratie, a-t-il écrit, il suffit qu'un libre-penseur exprime une opinion pour qu'une fatwa lui tombe sur la tête. Il s'ensuit que les esprits les plus brillants risquent de prendre la fuite, craignait-il.

Voix libérale en Arabie saoudite, Raïf Badawi a pris position dans ses écrits, en ligne et dans les médias traditionnels, pour éclairer ses concitoyens et vaincre l'ignorance, ébranler l'immunité des clercs religieux et promouvoir le respect de la liberté d'expression, des droits des femmes, des minorités et des pauvres en Arabie saoudite, ainsi qu'il l'a écrit, depuis sa cellule en 2015, dans la préface d'un livre regroupant les écrits qu'il a réussi à sauvegarder malgré la fermeture définitive de ses sites internet.

Raïf Badawi a été arrêté et inculpé en 2012. Plusieurs chefs d'accusation ont été retenus contre lui, dont l'apostasie, sur laquelle aucun tribunal ne s'est pourtant prononcé. Il a été reconnu coupable d'avoir créé un forum où circulaient des commentaires et des publications en ligne de nature blasphématoire. Il a été condamné à sept ans de prison et à 600 coups de fouet en 2013, puis condamné une deuxième fois en 2014 à 1 000 coups de fouet et à dix ans de prison, en plus d'une amende d'un million de riyals (226 000 euros). En janvier 2015, il a été flagellé à cinquante reprises devant une foule qui, par ses cris, rythmait les coups de fouet. Il devait s'agir de la première salve d'une série de mille coups de fouet répartis sur vingt semaines, mais d'après les médecins qui l'ont examiné après la première séance de flagellation, les blessures étaient si profondes que Raïf Badawi ne survivrait pas à de nouveaux coups de fouet. En raison du tollé suscité à l'étranger et des inquiétudes pour sa santé, les séances de flagellation ont été suspendues. Sa condamnation a toutefois été confirmée par la Cour suprême en juin 2015. Raïf Badawi a l'interdiction d'utiliser les médias et de se rendre à l'étranger pendant une période de dix ans après sa sortie de prison.

Sa femme, Ensaf Haïdar, et leurs trois enfants vivent désormais au Canada après avoir fui l'Arabie saoudite en 2013, où ils avaient été la cible de menaces de mort anonymes.

En prison, Raïf Badawi a réalisé à quel point ses compagnons de cellule pouvaient faire preuve d'humanité.

2015
RAÏF
BADAWI



DENIS MUKWEGE est un médecin congolais qui consacre sa vie à réparer le corps et à reconstruire la vie de dizaines de milliers de femmes et de jeunes filles congolaises victimes de viols collectifs et de violences sexuelles lors du conflit qui a fait rage en République démocratique du Congo (RDC).

Né à Bukavu en 1955, il étudie la médecine et fonde le service de gynécologie de l'hôpital de Lemera, dans l'est de la RDC. Ce dernier est détruit lorsque la guerre éclate, en 1996. Denis Mukwege se réfugie à Bukavu et y crée un hôpital de campagne, construisant un nouveau service de maternité ainsi qu'une salle d'opération, mais tout est à nouveau détruit en 1998, durant la seconde guerre du Congo.

Il en faudrait plus pour décourager Mukwege, qui reconstruit son hôpital à Panzi, travaille de longues heures et forme une équipe afin de soigner les victimes des combattants, pour qui les femmes étaient «l'ennemi commun». Plus de 40 000 femmes ont été soignées au sein de l'hôpital depuis sa réouverture, en 1999, et il a accueilli la première victime de viol présentant des blessures par balle aux organes génitaux et aux cuisses. Dans les semaines qui ont suivi, des dizaines de femmes se sont rendues à l'hôpital, affirmant avoir été violées et torturées.

Denis Mukwege est un expert mondialement reconnu dans le domaine du traitement des troubles pathologiques et psycho-sociaux résultant de violences sexuelles. L'hôpital de Panzi dispense des soins d'ordre psychologique et physique et aide les femmes à développer de nouvelles compétences pour reprendre une vie normale ou, dans le cas des jeunes filles, pour retrouver le chemin de l'école. Les jeunes filles bénéficient d'une aide pour retourner à l'école, et les personnes désireuses d'obtenir réparation en justice ont accès à une aide juridictionnelle.

Denis Mukwege est aussi un militant infatigable de la cause des femmes victimes d'atrocités depuis qu'il a opéré une jeune femme qu'il avait aidée à naître à l'hôpital de Panzi quelques années auparavant. Pour lui, cet événement marque un tournant majeur qui le pousse à sortir du cadre médical et l'incite à s'exprimer dans son pays et à l'étranger pour réclamer la fin des violences qu'entraîne la lutte pour le contrôle des ressources naturelles au Congo-Kinshasa. En 2012, il est lui-même victime de cette violence lorsque des hommes armés font irruption chez lui et pointent leurs armes sur la tempe de ses filles. Son garde du corps et ami est tué mais le docteur Mukwege parvient à s'échapper et à se réfugier en Suède, puis en Belgique, avec sa famille. Il rentre en RDC en 2013 grâce à un groupe de femmes qui, bien qu'elles vivent avec moins d'un dollar par jour, se cotisent pour payer son billet d'avion.

Mukwege vit aujourd'hui à l'hôpital de Panzi, malgré les menaces qui pèsent sur sa vie. Il coopère activement avec le Parlement européen et le réseau du prix Sakharov, exerçant au Parlement son influence sur le processus législatif relatif aux minerais originaires de zones de conflit après les discours enflammés qu'il a prononcés pour défendre la vie des femmes et des enfants dans les zones de guerre.

Un documentaire de 2015 du réalisateur Thierry Michel, intitulé *L'Homme qui répare les femmes: la colère d'Hippocrate*, décrit sa vie et son travail. Le film a été sous-titré dans toutes les langues officielles des États membres de l'Union, avec le soutien du Parlement européen.



MALALA YOUSAFZAÏ avait quinze ans lorsqu'elle a été blessée au visage par les talibans dans la vallée de Swat, au Pakistan, en 2012. Ils voulaient l'empêcher, elle et d'autres jeunes filles, d'aller à l'école. Elle a survécu à ses graves blessures et a poursuivi le combat.

En 2013, Malala devient la plus jeune lauréate depuis la création du prix. Elle dédie alors sa distinction aux «héros pakistanais de l'ombre» en prononçant un vibrant plaidoyer pour le droit de tous les enfants à l'éducation.

«De nombreux enfants n'ont rien à manger ni à boire, mais ils sont avides de savoir. Il est scandaleux que 57 millions d'enfants soient privés d'éducation... Cet état de fait doit réveiller notre conscience», a déclaré Malala aux représentants des vingt-huit États membres devant un Parlement bondé et en présence de tous les lauréats vivants du prix Sakharov, rassemblés exceptionnellement lors de la conférence organisée à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du prix. «Un enfant, un enseignant, un stylo et un livre peuvent changer le monde.»

Le combat de Malala en faveur de l'éducation commence à l'âge de onze ans lorsqu'elle écrit un journal anonyme en ligne retraçant la vie quotidienne d'une écolière sous le régime des talibans dans la vallée de Swat. En 2009, alors que l'armée pakistanaise les combat, les talibans décrètent la fermeture de toutes les écoles de filles. Malala et sa famille doivent fuir leur ville assiégée, et son école est détruite. À leur retour au village après l'amélioration de la sécurité, Malala et son père Ziauddin, qui dirige une école de filles, continuent à militer en faveur de l'éducation des filles, et ce en dépit des menaces. Malala reçoit un don qui lui permet d'acheter un bus scolaire, et c'est à bord de ce même bus qu'elle et deux autres filles sont blessées par balle dans un attentat revendiqué par les talibans.

Malala survit et devient une ardente militante de l'éducation des filles, cofonde le Fonds Malala et devient membre de la commission de la crise de l'éducation de la jeunesse, créée par Gordon Brown, envoyé spécial des Nations unies pour l'éducation mondiale, qui estime qu'au rythme actuel, la dernière fille sera scolarisée en 2086, et non pas en 2015 comme le prévoyaient les objectifs du millénaire pour le développement. «L'islam n'interdit pas aux filles d'accéder à l'éducation. Il incombe à chaque personne, garçon ou fille, d'acquérir une éducation et des connaissances», explique Malala.

Le 12 juillet, jour de son anniversaire, a été baptisé par les Nations unies, en vertu de l'Initiative mondiale pour l'éducation avant tout, «Jour de Malala», qui désigne une instance permettant aux enfants de défendre leur droit à l'éducation.

En 2014, Malala Yousafzaï a été colauréate du prix Nobel de la paix pour «son combat contre la répression des enfants et des jeunes et pour le droit de tous les enfants à l'éducation», devenant ainsi la plus jeune lauréate du prix Nobel de la paix et du prix Sakharov.





NASRINE SOTOUDEH est une avocate iranienne des droits de l'homme qui compte parmi les rares personnes à avoir courageusement défendu les dissidents arrêtés pendant les manifestations de masse de 2009 organisées pour dénoncer le résultat d'une élection présidentielle considérée comme truquée. Elle est arrêtée en 2010.

Lorsque le prix Sakharov lui a été décerné, en 2012, elle purgeait une peine de prison de six ans pour atteinte à la sûreté nationale de l'État et observait une grève de la faim depuis sept semaines en cellule d'isolement dans la tristement célèbre prison d'Evin, en Iran, pour protester contre le harcèlement judiciaire visant son mari et sa fille.

Affaiblie, elle trouve néanmoins la force d'écrire un message au Parlement européen qui restera mémorable et qui a été lu lors de la remise du prix par son amie, collègue et cliente, Shirine Ebadi, lauréate du prix Nobel de la paix. «L'histoire des droits de l'homme, et des mécanismes qui en garantissent le respect, a parcouru un long chemin. Cependant, son aboutissement dépend encore largement des intentions des gouvernements, qui sont les premiers à se rendre responsables de violations de ces droits.» Aux défenseurs des droits de l'homme et aux prisonniers politiques, elle déclare: «Tout comme vous, je sais que la démocratie doit parcourir un long chemin semé d'embûches.»

Contre toute attente, elle est libérée en septembre 2013 pour des raisons que les autorités iraniennes ne divulguent pas, mais sa peine n'est pas levée, et Nasrine est toujours sous le coup d'une interdiction de quitter le pays et se trouve donc dans l'incapacité de venir recevoir le prix Sakharov. En décembre 2013, elle rencontre cependant la première délégation du Parlement européen à se rendre en Iran depuis six ans. La rencontre, au cours de laquelle elle revient sur la situation des prisonniers politiques, dénonçant le manque de transparence des procès tenus devant des tribunaux révolutionnaires, qui ne relèvent pas de la justice ordinaire, a fait scandale parmi les Iraniens partisans de la ligne dure qui accusent Nasrine Sotoudeh et Jafar Panahi de sédition.



2012

NASRINE
SOTOUDEH

À sa libération de prison, Nasrine Sotoudeh retrouve le militantisme, défendant les femmes victimes des agressions à l'acide, les minorités religieuses, et mène à nouveau des campagnes de défense des droits de l'homme, y compris pour l'abolition de la peine de mort. À plusieurs reprises, elle est placée en détention provisoire par les autorités iraniennes.

Nasrine Sotoudeh peut reprendre brièvement sa carrière de juriste, dans laquelle elle avait placé tous ses efforts des années durant et qu'elle avait entamée en prenant la défense de mineurs risquant la peine de mort. Outre sa peine de prison de six ans, elle devait observer pendant dix ans une interdiction de pratiquer le droit et de voyager. Elle a contesté la compétence du tribunal révolutionnaire qui a prononcé à son encontre l'interdiction d'exercer le métier d'avocat, mais, en octobre 2014, elle a été suspendue pour une durée de trois ans par l'Ordre iranien des avocats, qui, selon elle, a agi sous la pression du puissant ministère du renseignement. Nasrine Sotoudeh a alors commencé à manifester tous les jours ouvrables pour le «droit à la dissidence» et le «droit au travail» en face des locaux du barreau de Téhéran. Ses protestations n'ont pas été relayées par les médias officiels nationaux, mais de nombreux autres militants et victimes de violations des droits de l'homme l'ont rejointe. En juin 2015, la suspension a finalement été réduite par le barreau à neuf mois, et Nasrine Sotoudeh a mis fin à ses protestations, bien qu'elle et ses partisans aient réitéré leur demande de levée totale de la suspension. Elle attribue la réduction de la durée de sa suspension à l'aide qu'elle a reçue, y compris celle du Parlement européen, où les députés se sont insurgés contre l'interdiction prise à son encontre. Nasrine Sotoudeh a ensuite immédiatement demandé le rétablissement de son autorisation d'exercer le métier d'avocat.

Elle entend aujourd'hui rester en Iran et lutter de l'intérieur pour obtenir des réformes.

JAFAR PANAHI est un réalisateur de cinéma primé sur la scène internationale qui s'est vu signifier une interdiction de réaliser des films pendant vingt ans.

Soutien déclaré de l'opposition iranienne et voix critique de l'ancien président Ahmadinejad, il a également été condamné à une peine de six ans de prison pour «propagande contre la République islamique», mais sa peine n'a toujours pas été exécutée. Il n'est pas en prison, mais pourrait être incarcéré à tout moment. Il a été arrêté en 2010, alors qu'il tournait un film clandestin en Iran sur le soulèvement manqué du Mouvement vert de 2009. Malgré sa libération, trois mois plus tard, à la suite de protestations internationales et d'une grève de la faim, il a ensuite été condamné à une peine de prison et s'est vu interdire la possibilité de réaliser des films, de voyager et de s'adresser à la presse.

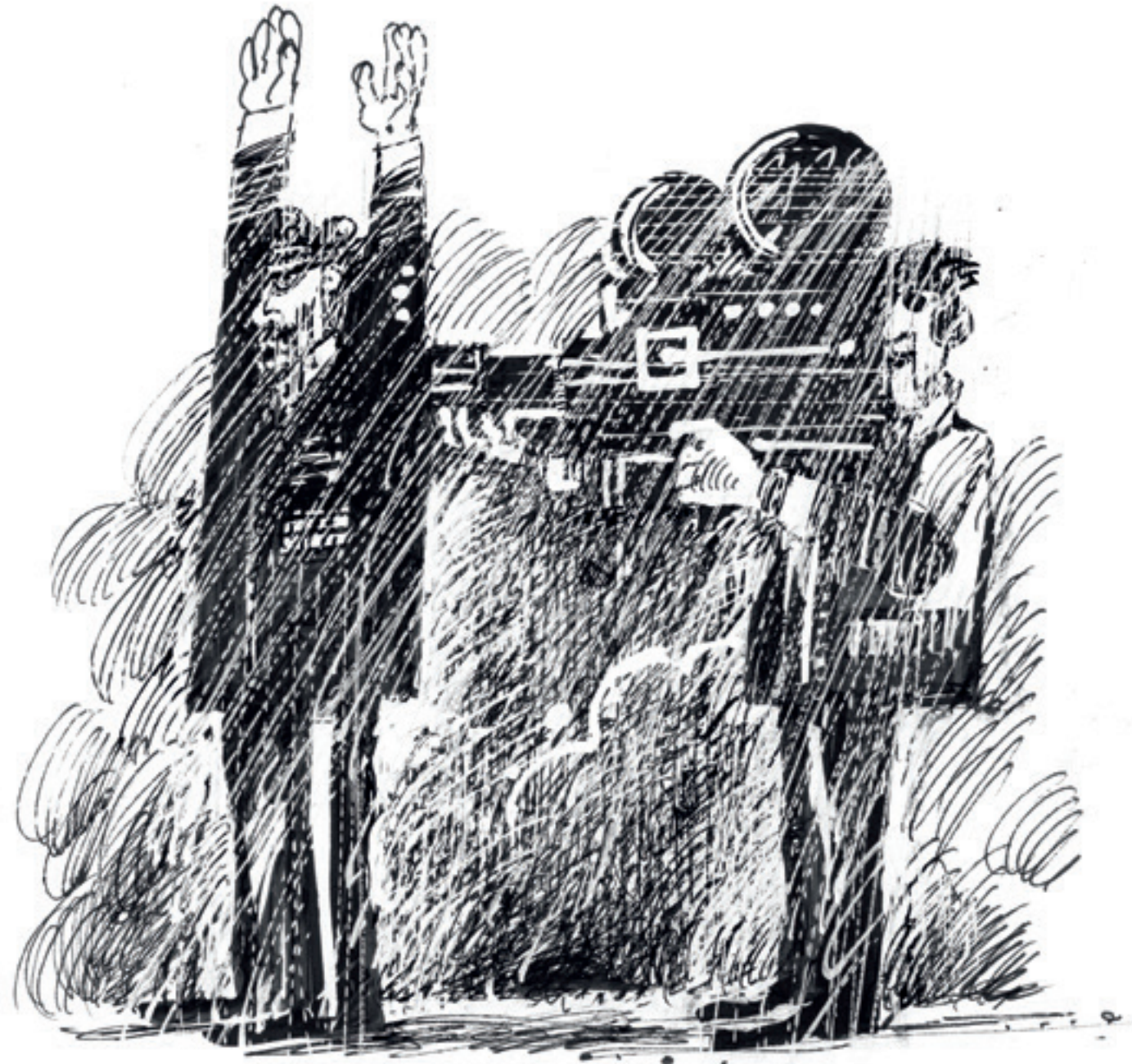
Il a confié à la délégation du Parlement européen qui a visité l'Iran, en 2013, que son témoignage et celui de son avocat avaient été ignorés pendant son procès et que le verdict avait été décidé à l'avance. Il a alerté la délégation sur le fait que les questions des droits de l'homme sont oubliées depuis que le monde se focalise sur l'accord sur le nucléaire iranien et a affirmé qu'une fois les sanctions levées, la répression en Iran serait renforcée. La souplesse des nouveaux dirigeants iraniens ne vaut que pour les affaires étrangères et ne s'applique pas aux affaires intérieures, a-t-il avancé, tandis que continuent les pressions sur la presse, les prisonniers et la vie culturelle.

Dans un entretien accordé à la presse en 2014, et ce en bravant l'interdiction pesant sur sa personne, il a déclaré que, lorsqu'il lui a été interdit de travailler, il avait eu l'impression d'avoir été libéré d'une petite prison uniquement pour être transféré dans une prison plus grande.

Il a toutefois violé l'interdiction de tourner des films à trois reprises. En 2011, il a réalisé *Ceci n'est pas un film*, œuvre qui le montre à Téhéran, assis à la table de sa cuisine, conversant avec son avocat, dans l'attente de son emprisonnement. En 2014, il a fait son retour avec *Closed Curtain*, film dans lequel apparaît un scénariste vivant seul avec son chien dans sa maison près de la mer, les rideaux tirés. En 2015, Panahi a été la vedette de son film *Taxi Téhéran*, primé, dans lequel il joue le rôle d'un chauffeur de taxi faisant la conversation à ses passagers, parmi lesquels figure Nasrine Sotoudeh, lauréate elle aussi du prix Sakharov, alors qu'il conduit son taxi dans les rues de Téhéran.

Jafar Panahi ne se considère pas comme un militant politique, mais plutôt comme quelqu'un qui souhaite dénoncer l'injustice. Il s'est élevé contre la censure en Iran, a reproché au président Rohani de ne pas avoir honoré ses promesses électorales à cet égard et a lancé la campagne «Step by Step» afin de faire abolir la peine de mort en Iran.

Les films de Jafar Panahi sont connus pour le point de vue humaniste et réaliste qu'ils livrent sur la vie.



MOHAMED BOUAZIZI (1984-2011) a été l'élément déclencheur de la Révolution du jasmin, en Tunisie, et l'inspirateur du mouvement de lutte pour la démocratie qui a traversé le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord en 2011 et que l'on a baptisé le Printemps arabe.

Né dans un milieu très modeste, Bouazizi, qui était vendeur ambulant de fruits, était la principale source de revenus de sa famille depuis ses dix ans. Il avait quitté l'école à dix-neuf ans afin de pouvoir financer l'éducation de ses jeunes frères et sœurs.

Il est mort le 4 janvier 2011, à l'âge de vingt-six ans, après s'être immolé par le feu pour manifester son opposition à un système qui l'empêchait de gagner sa vie dignement. Bouazizi avait été, à diverses reprises, la cible des forces de police tunisiennes qui lui infligeaient des amendes, lui confisquaient ses produits et sa balance, et, lors de leur dernière altercation, l'avaient même plaqué au sol. Sa famille estime que c'est l'humiliation et non la pauvreté qui l'a poussé à s'immoler par le feu après avoir tenté d'obtenir réparation, en vain. Mohamed s'est aspergé d'essence et a allumé une flamme devant les portes du bâtiment du gouvernorat de la petite ville de Sidi Bouzid. Cet homme populaire étant connu pour distribuer gratuitement des produits aux familles pauvres, son sort a trouvé une grande résonance auprès de la population, et son acte a déclenché des protestations qui se sont rapidement étendues, des Tunisiens de tous horizons descendant dans la rue pour dénoncer un gouvernement corrompu, un taux de chômage élevé et les restrictions à leur liberté.

Il vivait encore, agonisant et recouvert de bandages des pieds à la tête, lorsque le régime autoritaire du président Ben Ali, au pouvoir depuis 1987, entamait sa chute.

Dix jours après la mort de Bouazizi, Ben Ali était contraint d'abandonner le pouvoir et de quitter le pays, tandis que des manifestants déferlaient sur Tunis, dont un grand nombre brandissaient le portrait de Bouazizi.

Sa famille se console en pensant que sa mort n'aura pas été vaine, puisque son acte a accéléré le soulèvement populaire et ébranlé les gouvernements autoritaires, en Tunisie et ailleurs dans le monde arabe. Il a fait prendre conscience à la jeunesse arabe que, face à l'injustice, à la corruption et à des régimes autocratiques, elle pouvait faire entendre sa frustration et lutter pour sa dignité.

Le Printemps arabe et l'optimisme précoce qu'il a déclenché ont connu un coup d'arrêt et quelques-uns des progrès enregistrés ont été stoppés. La Tunisie de Bouazizi, creuset de la révolte, poursuit avec détermination le chemin de la démocratie et de la liberté de pensée, malgré les attentats terroristes et les craintes qui se font jour en matière de sécurité.



ALI FERZAT, dessinateur de presse et caricaturiste le plus en vue de Syrie, est également l'une des figures culturelles les plus connues dans le monde arabe. En 2012, il a été élu par le magazine *Time* parmi les cent personnalités les plus influentes dans le monde.

Né à Hama, en 1941, il a publié plus de 15 000 dessins en Syrie et dans des publications internationales et s'est vu décerner des récompenses pour avoir caricaturé des dictateurs tels que Saddam Hussein ou Mouammar Kadhafi, du temps où ils dirigeaient respectivement l'Iraq et la Libye. Ses dessins ont repoussé les frontières de la liberté d'expression en Syrie, ciblant les forces armées tant redoutées. Lorsque le Printemps arabe atteint la Syrie, en 2011, Ali Ferzat dirige de plus en plus directement ses attaques contre les membres du gouvernement, notamment le président Bachar Al-Assad; les Syriens qui protestent contre le régime brandissent ses dessins dans les rues.

Après avoir publié un dessin montrant Al-Assad demander au dictateur libyen Kadhafi de le prendre en auto-stop à bord de la voiture dans laquelle il s'enfuit à grande vitesse, Ferzat est agressé à Damas, sur la place des Omeyyades, et passé à tabac par des hommes masqués qui lui brisent délibérément les mains, hurlant qu'il doit respecter le président Al-Assad et obéir à ses maîtres. Ayant perdu connaissance sous les coups, il est traîné le long de la route par la voiture dans laquelle il avait été jeté par ses assaillants puis laissé pour mort sur la chaussée.

Ali Ferzat a non seulement recouvré l'usage de ses mains, mais il brave aussi la peur en devenant, à travers ses mots et son art, l'une des plus virulentes voix critiques du régime. Il remporte plusieurs prix et prend la tête de l'Association des dessinateurs arabes.

Ne pouvant pas se rendre à la cérémonie de remise du prix Sakharov en 2011, organisée au moment où il suivait un traitement pour ses blessures au Koweït, il a reçu sa récompense à l'occasion du débat public organisé par le réseau du prix Sakharov au Parlement européen, en 2012, où il a débattu, avec le président du Parlement européen et d'autres lauréats du Printemps arabe, de la révolution en Syrie et de l'avenir de la démocratie au lendemain des soulèvements arabes. En tant que lauréat du prix Sakharov, il a pris la parole au Forum mondial de la démocratie organisé par le Conseil de l'Europe en 2012.

En 2015, Ferzat a été l'orateur principal du débat organisé sur la Syrie par le réseau du prix Sakharov au Parlement européen. Il a alors mis en exergue le rôle, dans la région, des «sponsors» des factions combattantes en Syrie et la nécessaire pression internationale pour mettre fin aux combats.

Il est l'auteur des illustrations des lauréats du prix Sakharov dans cet ouvrage et apporte un éclairage humaniste et artistique exceptionnel grâce à un trait de crayon avec lequel il contribue aux droits de l'homme pour tous.



ASMAA MAHFOUZ est une militante égyptienne des droits de l'homme qui comptait parmi les cofondateurs du Mouvement de la jeunesse du 6-Avril.

Lorsque l'étincelle de la Révolution tunisienne a commencé à enflammer l'Égypte au début de l'année 2011, elle a bravé la répression conduite par le régime du président Hosni Moubarak à l'encontre des militants et a utilisé les réseaux sociaux pour inviter les Égyptiens à manifester pacifiquement sur la place Tahrir pour revendiquer leur liberté et leur dignité et défendre les droits de l'homme. Sa vidéo, qui a été visionnée quelque 80 millions de fois, a circulé rapidement et inspiré une vague de vidéos similaires, conduisant des centaines de milliers de personnes à occuper la place Tahrir à partir du 25 janvier 2011 et à appeler Hosni Moubarak à mettre un terme à trente ans de pouvoir, jusqu'à ce que celui-ci démissionne, le 11 février 2011.

Lors de la cérémonie de remise du prix Sakharov, Asmaa Mahfouz a qualifié sa récompense d'«hommage aux héros de la révolution». «Ce prix distingue tous les jeunes Égyptiens, toutes les personnes qui ont sacrifié leur vie», a-t-elle affirmé. «Nous ne les trahisons pas, nous continuerons sur la voie qu'ils ont ouverte et nous ferons en sorte que ce rêve se réalise.»

Asmaa Mahfouz a été arrêtée en octobre 2011, accusée de diffamation contre les dirigeants militaires qui ont pris le pouvoir après la chute de Moubarak. Elle a été condamnée par contumace en mars 2012, mais une cour d'appel a annulé sa condamnation deux mois plus tard. Malgré cela, Asmaa Mahfouz a été victime de harcèlement répété, de menaces grandissantes, et a fait l'objet d'une surveillance plus étroite tandis que l'Égypte élisait un ancien chef de l'armée, Abdel Fattah Al-Sissi, à la présidence du pays en 2014, après la démission forcée du président islamiste Mohammed Morsi en 2013 et une période de gouvernement intérimaire soutenu par l'armée. La répression sans

merci que menaient initialement les autorités contre les Frères musulmans s'est étendue aux voix contestataires et aux icônes de la révolution du 25 janvier. Le Mouvement de la jeunesse du 6-Avril, auquel appartenait Asmaa Mahfouz, a été interdit en avril 2014 par un tribunal égyptien et trois de ses dirigeants, Ahmed Maher, Mohamed Adel et Ahmed Douma, ont été condamnés à trois ans de prison pour manifestations illégales.

En 2015, Asmaa Mahfouz s'est engagée au sein du nouveau mouvement Bidayya (commencement). Tout comme ses membres fondateurs, elle a fait l'objet d'une enquête, en mai 2015, au motif qu'elle aurait incité à la subversion contre l'autorité de l'État et s'est vu infliger une interdiction de voyager.



Né en 1934, AHMED AL-SENOUSSI a été le prisonnier d'opinion libyen le plus longuement détenu. Il est aujourd'hui un ardent défenseur de la réconciliation nationale dans son pays.

Condamné à mort en 1970 après un coup d'État manqué contre le dictateur Mouammar Kadhafi, qui avait renversé en 1969 le premier et seul monarque libyen, le roi Idris, Ahmed Al-Senoussi a passé un total de trente et une années derrière les barreaux. Pendant sa détention, il a été victime de tortures et a passé neuf ans dans une cellule d'isolement si petite qu'il ne pouvait même pas s'y tenir debout. Sa condamnation à mort a été commuée en 1988 et il a été libéré en 2001 de la tristement célèbre prison d'Abou Salim, à l'instar de dizaines d'autres prisonniers politiques.

Ahmed Al-Senoussi décrit le régime de Kadhafi comme quarante-deux années de souffrance, d'oppression et de corruption qui ont anéanti l'identité libyenne. Il a cherché à renverser Kadhafi afin de donner au peuple la possibilité de choisir entre une monarchie ou une république constitutionnelle, ayant lui-même vécu la destruction de la Syrie et de l'Iraq par des régimes militaires. Il estime que, par nature, les dictatures militaires violent les droits de l'homme et oppriment la population.

Lorsqu'un soulèvement populaire soutenu par l'OTAN a renversé Kadhafi, en 2011, Ahmed Al-Senoussi s'est occupé des prisonniers politiques dans le cadre du Conseil national de transition (CNT), le gouvernement de facto de la Libye jusqu'aux élections de 2012.

Al-Senoussi, chef de tribu respecté, est devenu le cœur du mouvement fédéraliste en Libye, dans un contexte de criminalité et d'instabilité où les factions se disputent le contrôle des armes. En 2012, il est élu chef du Conseil de transition de la Cyrénaïque par 3 000 délégués de la région. Ce Conseil, qui ne dispose ni d'instance juridique ni de force militaire, s'est prononcé en faveur d'un fort degré d'autonomie régionale.

Alors que les querelles internes ont fait dévier le pays de la trajectoire qu'il avait suivie vers la démocratie — la Libye ayant désormais deux gouvernements, l'un à Tripoli et l'autre à Tobrouk, tandis que l'État islamique gagne du terrain dans l'est —, Al-Senoussi plaide en faveur d'un processus de réconciliation ouvert à tous en tant que seule voie vers la paix. Il est opposé à toute nouvelle intervention militaire et soutient l'organisation d'un référendum populaire qui décidera de la forme que prendra le futur État libyen.

Il a pour vision celle d'un gouvernement central fédéral et d'une gouvernance indépendante dans les trois provinces libyennes, la Tripolitaine, la Cyrénaïque et le Fezzan. Il est un fervent partisan de la restauration de la Constitution de 1951, en vertu de laquelle le fédéralisme était la norme dans la plus grande partie de la monarchie constitutionnelle du roi Idris. Bien qu'il soit le petit-neveu du roi, il n'est pas favorable à une restauration.

Ahmed Al-Senoussi a engagé le Parlement européen, le réseau du prix Sakharov et d'autres organisations internationales à faire appel à la communauté internationale afin que la Libye bénéficie d'une aide à la mise en place des institutions dont elle a besoin pour garantir l'État de droit et les droits de l'homme pour l'ensemble de sa population.



RAZAN ZAITOUNEH, journaliste et avocate syrienne engagée dans la défense des droits de l'homme, a été enlevée le 9 décembre 2013 dans une zone de la banlieue de Damas tenue par les rebelles. Elle est toujours portée disparue, personne n'a revendiqué son enlèvement et l'on ignore toujours où elle se trouve. Malgré les menaces, Razan Zaitouneh a courageusement dénoncé les violations des droits de l'homme perpétrées tant par le régime de Damas que par les rebelles. Elle a été enlevée en même temps que son mari et un compagnon d'action, Wael Hamada, ainsi que deux collègues, le poète et avocat Nazem Hamadi et l'ancienne prisonnière politique Samira Khalil, dans les locaux de deux groupes qu'elle avait fondés, le Centre de documentation des violations (VDC) et le Bureau de soutien au développement local et aux petits projets (LDSPS), à Douma.

Razan Zaitouneh compte parmi les militants de la société civile les plus en vue et les plus crédibles de la révolution syrienne. Son enlèvement est considéré par les commentateurs syriens comme un épisode charnière de la division en cours en Syrie entre les forces civiles et les mouvements extrémistes, ainsi que comme un événement qui a porté un coup fatal à la révolution syrienne.

Sa famille a sollicité une aide internationale pour aider à la localiser, elle et ses collègues. «Nous, la famille de Razan Zaitouneh, la militante des droits de l'homme, l'avocate, l'écrivaine et, avant tout, l'être humain, publions cette déclaration plus de trois mois après son enlèvement délibéré, que personne n'a revendiqué dans une tentative évidente de gagner du temps et de faire taire la voix libre de notre fille et de ses collègues afin de les forcer à cesser d'écrire et de les priver de leur droit à la liberté d'expression», a écrit la famille de Razan dans une déclaration publiée en avril 2014.

Les militants et les dirigeants politiques du monde entier, dont le président Schulz, se sont mobilisés. «J'exige leur libération immédiate au nom du Parlement européen... Sa vie a été menacée par le régime et les groupes rebelles pour ce qu'elle est, une jeune femme courageuse qui refuse de transiger et qui continue de lutter pacifiquement pour la démocratie et une Syrie libre.»

En 2014, le Parlement européen s'est allié à nombre d'organisations non gouvernementales (ONG), aux citoyens européens et aux lauréats du prix Sakharov pour réclamer sa libération grâce à la campagne intitulée #FreeRazan. Sa famille a exposé au Parlement européen les convictions que défend Razan Zaitouneh et a mis en exergue l'action que mène le réseau du prix Sakharov en matière de droits de l'homme.

Au moment où le prix lui a été décerné en 2011, elle vivait cachée, ayant échappé à une opération menée à son domicile par des agents de la sécurité d'État. Elle a cependant refusé de quitter la Syrie.

Elle a consacré sa part de la dotation du prix Sakharov pour sauver la vie d'une amie militante touchée par le tir d'un char.



Docteur en psychologie, journaliste indépendant, dissident politique cubain, **GUILLERMO FARIÑAS** a, au fil des ans, observé vingt-trois grèves de la faim en vue d'instaurer un changement politique pacifique et la liberté d'expression dans son pays.

Sa grève de la faim de sept mois en 2006 a attiré l'attention du monde entier sur la censure de l'internet à Cuba, et lui a causé de graves problèmes de santé.

Il ne se décourage pas et, en février 2010, après la mort suspecte d'Orlando Zapata en prison, il entame une grève de la faim et de la soif qu'il a observée pendant 134 jours afin d'exiger la libération des prisonniers politiques tombés malades après de longues années d'incarcération. Il ne met fin à sa grève de la faim qu'après l'annonce par le gouvernement cubain de son intention de libérer cinquante-deux prisonniers politiques. Fariñas n'a pas été autorisé à quitter Cuba pour se rendre à la cérémonie de remise du prix Sakharov 2010 au Parlement européen. Il s'est finalement adressé au Parlement européen lors de la cérémonie de remise du prix Sakharov en 2013, après que le gouvernement cubain a assoupli les restrictions de voyage à l'étranger imposées aux citoyens cubains et que les Dames en blanc sont rentrées à Cuba, à l'issue de leur visite au Parlement.

«Je suis présent parmi vous aujourd'hui, non pas parce que la situation a fondamentalement changé, mais du fait des réalités du monde moderne, et surtout, du fait de la défiance grandissante des Cubains qui a forcé le régime — comme le dit Don Fabrizio dans *Le Guépard* — à "changer quelque chose de manière que rien ne change"», a déclaré Guillermo Fariñas dans son discours de remerciement. Fariñas est depuis lors un membre actif du réseau du prix Sakharov.

En 2015, il a repris son rôle de coordonnateur du Foro Antitotalitario Unido, qu'il a brièvement fusionné avec le groupement d'opposition Unión Patriótica de Cuba (UNPACU), dont il a été le porte-parole. Fariñas a quitté en bons termes l'UNPACU à la suite de divergences de vues avec ses autres dirigeants sur le rétablissement des relations diplomatiques entre les États-Unis et Cuba, annoncé en décembre 2014 et concrétisé en 2015. Fariñas considère cette évolution comme une trahison des démocrates cubains, qui ont rompu la promesse que le président des États-Unis, M. Obama, avait faite à la dirigeante des Dames en blanc, Berta Soler, et à lui-même en 2013, à savoir que la société civile et l'opposition non violente seraient consultées au sujet de toute mesure à l'égard de Cuba.

En 2015, Fariñas s'est lancé à la recherche des 10 000 signatures nécessaires, selon la Constitution cubaine, pour faire insérer, dans la nouvelle loi électorale annoncée par le gouvernement de Raúl Castro en vue des élections de 2018, la reconnaissance et la légalisation de mouvements politiques existants, le droit de tous les citoyens cubains de voter et de présenter leur candidature à une élection, y compris ceux qui vivent à l'étranger, et l'organisation d'une mission d'observation électorale internationale.

En raison de son militantisme, Fariñas a, ces dernières années, été menacé de mort et d'internement dans un hôpital psychiatrique, battu et hospitalisé à plusieurs reprises, arrêté et placé en détention, notamment lors des funérailles d'Oswaldo Payá, un autre dissident cubain lauréat du prix Sakharov.



OLEG ORLOV, SERGUEÏ KOVALEV et LIOUDMILA ALEXEÏEVA se sont vu décerner le prix Sakharov, en 2009, au nom de Memorial et de tous les autres défenseurs des droits de l'homme en Russie.

L'organisation Memorial, qui a été fondée en Union soviétique en 1988, avait pour objectif initial de dénoncer la répression de masse à l'époque de Staline et de perpétuer le souvenir des victimes, mission qui reste d'actualité. Après la dissolution de l'URSS, l'organisation s'est étendue sur la scène internationale, disposant d'antennes et d'ONG partenaires dans les anciennes républiques soviétiques. Les objectifs de Memorial se sont depuis lors élargis au suivi des violations des droits de l'homme en Russie et dans les anciennes républiques d'Union soviétique. Andreï Sakharov comptait parmi ses fondateurs, lui qui a également été cofondateur du groupe Helsinki de Moscou avec Lioudmila Alexeïeva.

Oleg Orlov est l'un des dirigeants de Memorial depuis 1994 et membre du conseil d'administration de l'ONG. Il a réuni des preuves attestant d'enlèvements dans l'est de l'Ukraine, alors que les séparatistes prorusses affrontaient les forces ukrainiennes, et a constaté que ces pratiques étaient comparables aux enlèvements que Memorial avait mis en évidence pendant des décennies au cours des deux guerres de Tchétchénie, où il avait lui-même été enlevé.

Sergeï Kovalev, qui préside depuis longtemps Memorial Russie, est connu pour avoir négocié, en 1995, la libération de quelque 2 000 otages retenus par des rebelles tchétchènes à l'hôpital de Boudionnovsk, la seule fois où une attaque

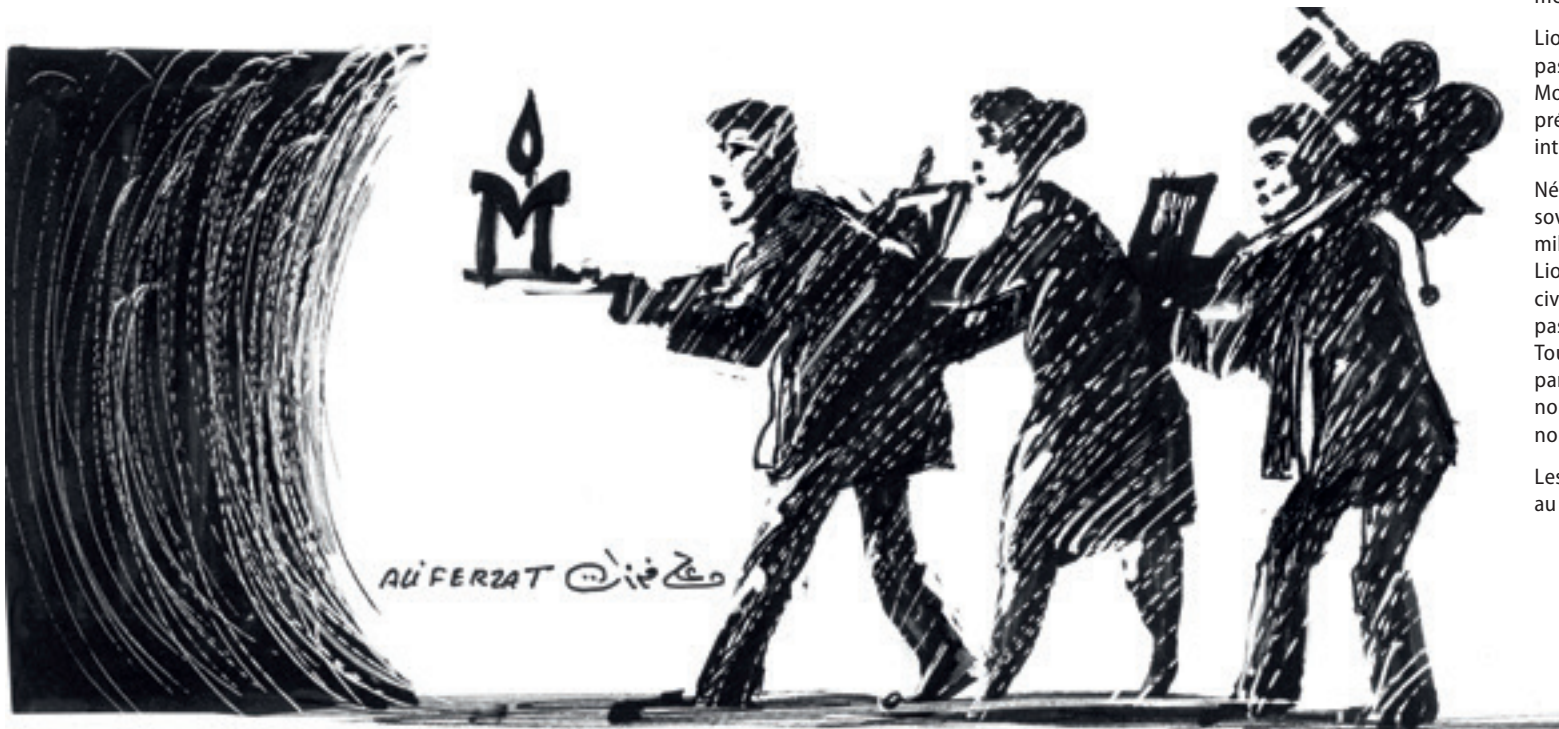
terroriste en Russie ne s'est pas soldée par le massacre en masse d'otages. Il accuse la Russie d'interférer dans les affaires intérieures de l'Ukraine et d'avoir provoqué le conflit à l'est du pays.

Au fil des années, les membres de Memorial et leurs proches ont été victimes de menaces, d'enlèvements et d'assassinats. En 2014, Memorial a été placée sur la liste des «agents de l'étranger» par les autorités russes, après la modification d'une loi de 2012 permettant aux autorités de qualifier les ONG bénéficiant de fonds provenant de l'étranger de la Russie d'«agents de l'étranger» et de les enregistrer comme tels sans leur consentement. Kirill Koroteev, juriste principal auprès de Memorial, a expliqué à la sous-commission des droits de l'homme du Parlement européen qu'en Russie, être un «agent de l'étranger» signifiait être un «espion». En septembre 2014, le ministère de la justice a déposé une plainte contre l'ONG, au motif que son caractère et sa structure allaient prétendument à l'encontre de la législation nationale. Cette action en justice aurait pu aboutir à la dissolution de Memorial. Toutefois, en janvier 2015, le tribunal a tranché en faveur de Memorial et rejeté la plainte du ministère. Au printemps 2014, l'antenne moscovite de Memorial (Centre pour les droits de l'homme Memorial) a contesté devant la justice sa classification en tant qu'«agent de l'étranger» mais n'a pas obtenu gain de cause. Natalia Sokolova, directrice exécutive de Memorial, envisage un avenir sombre: «Malheureusement, la situation actuelle ne nous laisse que peu ou pas d'espoir de pouvoir fonctionner comme une entité légale, et si nous le faisons, qui sait pour combien de temps? Cependant, beaucoup d'entre nous n'ont pas encore perdu l'envie de se battre pour que le droit à la liberté d'association soit un jour une réalité, en utilisant tous les mécanismes légaux disponibles.»

Lioudmila Alexeïeva fait partie de ces personnes courageuses qui ne veulent pas perdre le combat pour la liberté en Russie. À la tête du groupe Helsinki de Moscou, elle a refusé d'enregistrer le groupe en tant qu'«agent de l'étranger», préférant poursuivre ses activités en faveur des droits de l'homme sans soutien international.

Née en 1927, Lioudmila Alexeïeva compte parmi les rares dissidents de l'époque soviétique encore actifs dans la Russie d'aujourd'hui. Elle est connue pour militer en faveur d'une justice équitable pour les dissidents arrêtés. En 2012, Lioudmila Alexeïeva a démissionné du Conseil présidentiel pour la société civile et les droits de l'homme de Russie, déçue par le fait que le Conseil n'avait pas de véritable influence sur la situation des droits de l'homme dans le pays. Toutefois, en 2015, elle a décidé de réintégrer le Conseil afin de se pencher en particulier sur l'application de la loi relative aux agents étrangers qui vise un nombre croissant d'ONG, ainsi que sur le fonctionnement des tribunaux et les nombreuses violations des droits de l'homme dans les prisons.

Les représentants de Memorial et Lioudmila Alexeïeva participent activement au réseau et sont des interlocuteurs pour le Parlement européen.



HU JIA, l'un des militants chinois pour la démocratie les plus actifs et respectés, vit sous surveillance permanente et subit des périodes de détention arbitraire. Les menaces, les coups et le harcèlement se sont tellement intensifiés qu'il craint désormais pour sa vie et pour sa famille.

Hu Jia milite également en faveur des droits de l'homme et de l'environnement. Il s'est intéressé à la question du sida à une époque où le sujet était encore tabou en Chine et où le nombre de cas suspectés était traité comme un «secret d'État». Il n'a cessé de demander l'ouverture d'une enquête officielle sur le massacre de la place Tian'anmen et l'indemnisation des familles des victimes, et il est assigné à résidence chaque année à l'approche de l'anniversaire du massacre, le 4 juin 1989, depuis qu'il a déposé des fleurs sur la place en 2004.

En 2007, par le biais d'une conférence téléphonique devant la sous-commission des droits de l'homme du Parlement européen, il a courageusement attiré l'attention sur le million de personnes persécutées par le département chinois de la sécurité nationale pour avoir défendu les droits de l'homme, dont de nombreuses personnes emprisonnées, ou envoyées dans des camps de travail ou des hôpitaux psychiatriques. Il a demandé à ce que 2008, l'année des jeux Olympiques de Pékin, soit l'année des droits de l'homme en Chine. Conséquence directe de ces propos, Hu Jia a été arrêté le 27 décembre 2007 et inculpé d'«incitation à la subversion contre l'autorité de l'État». Il a été condamné le 3 avril 2008 à trois ans et demi de prison et privé de ses droits politiques pendant un an.

Lorsqu'il s'est vu attribuer le prix Sakharov, dont c'était le vingtième anniversaire, la police de la sécurité de l'État a fait directement pression sur lui et sur ses parents afin qu'il y renonce. Hu Jia a accepté le prix avec courage, considérant qu'il s'agissait d'une «distinction importante pour la Chine». Zeng Jinyan, qui était alors son épouse et conomine pour le prix en 2007, avait déclaré, dans un message vidéo diffusé au cours de la cérémonie à laquelle Hu Jia n'avait pas pu participer, qu'il s'agissait d'une reconnaissance pour les défenseurs des droits de l'homme en Chine sur la longue route semée d'embûches de la défense de ces droits, pour laquelle elle, son époux, ainsi que les membres de leur famille, payaient le prix fort.

Dans une lettre envoyée au président du Parlement européen en juillet 2012, Hu Jia déclarait que pour lui, le prix était «réellement un grand honneur»: il «m'a donné du courage et a largement amélioré le traitement que j'ai reçu en prison».

Après sa libération, en juin 2011, il est resté en Chine afin de poursuivre de l'intérieur sa critique virulente de la répression, en dénonçant les mesures de coercition exercées par le régime du président Xi Jinping sur les militants, ce qu'il qualifie de signe de nervosité de la part d'un régime qui cherche à conserver sa mainmise sur le pouvoir face au mouvement grandissant pour la démocratie.

Hu Jia est également l'un des coordinateurs du «mouvement des avocats aux pieds nus», un groupe informel d'experts juridiques pour la protection des défenseurs des droits de l'homme en Chine. Il a également mis en garde contre le nouveau projet de loi chinois sur la lutte antiterroriste, qui limitera le droit à la défense de ceux qui sont accusés de terrorisme, dans un pays où, «parce que le gouvernement contrôle la propagande, s'ils disent que vous êtes un terroriste, alors vous en êtes un».



Cela faisait plus de vingt ans que SALIH MAHMOUD MOHAMED OSMAN, un juriste soudanais, apportait une assistance juridique gratuite aux personnes emprisonnées arbitrairement, torturées et victimes d'atteintes graves aux droits de l'homme au Soudan, lorsqu'en 2007, le Parlement européen a décidé, à l'unanimité, de lui attribuer le prix Sakharov.

«Je suis né au Darfour, dans la région du Djebel Marra. J'ai travaillé comme avocat dans la région du Darfour, au Soudan, durant de nombreuses années. J'ai subi la détention et la torture du fait de mon travail. Des membres de ma propre famille ont été torturés et déplacés par la milice du Darfour. Pendant de nombreuses années, j'ai représenté des milliers de personnes qui avaient besoin de mon aide devant les tribunaux. J'ai vu des milliers de personnes ayant subi des tortures, j'ai vu des centaines de femmes et de jeunes filles victimes d'abus sexuels», a déclaré devant le Parlement européen Salih Osman lors de la remise du prix Sakharov.

Il a été lui même arrêté plusieurs fois par les autorités, mais sans jamais être inculpé. Salih Osman recense les crimes qui ont été perpétrés depuis le début de la guerre dans le Djebel Marra, en 2003, lorsque les membres de la communauté noire se sont révoltés contre le gouvernement dominé par les Arabes qu'ils accusaient de discrimination, et qu'ils ont subi des représailles de la part des milices arabes.

Salih Osman s'est engagé activement pour la protection des millions de Darfouris chassés de chez eux par les combats, lesquels se sont intensifiés en 2015, avec plus de quatre millions de personnes nécessitant une aide humanitaire. Salih Osman souligne que les causes de la guerre, notamment la confiscation des terres et la marginalisation politique, non seulement n'ont toujours pas été résolues, mais que s'y sont ajoutées d'autres revendications, auxquelles aucune réponse n'a été apportée, concernant la mise en conformité du droit national avec les normes internationales et le respect de l'indépendance de la justice.

Salih Osman, qui a siégé au Parlement soudanais dans les rangs de l'opposition de 2005 à 2010, est un ardent partisan de la Cour pénale internationale (CPI), étant donné que «les Africains n'ont personne vers qui se tourner pour obtenir justice et réparation du fait de l'absence de systèmes judiciaires adéquats en Afrique». Salih Osman soutient l'inculpation pour crimes de guerre lancée à l'encontre du président soudanais Omar el-Béchir qui, en 2015, échappait toujours au mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale.

Salih Osman continue d'apporter gratuitement une aide juridique à un nombre croissant de victimes de violations des droits de l'homme au Darfour. Il est engagé dans l'action pour les droits de l'homme du réseau du prix Sakharov, et s'élève contre la torture et l'impunité.



ALEXANDRE MILINKEVITCH est l'un des dirigeants du Mouvement pour la liberté (opposition démocratique biélorusse), qui a eu «le courage de défier la dernière dictature d'Europe», selon la formule de Josep Borrell Fontelles, président du Parlement européen de l'époque, lorsqu'il lui a remis le prix Sakharov.

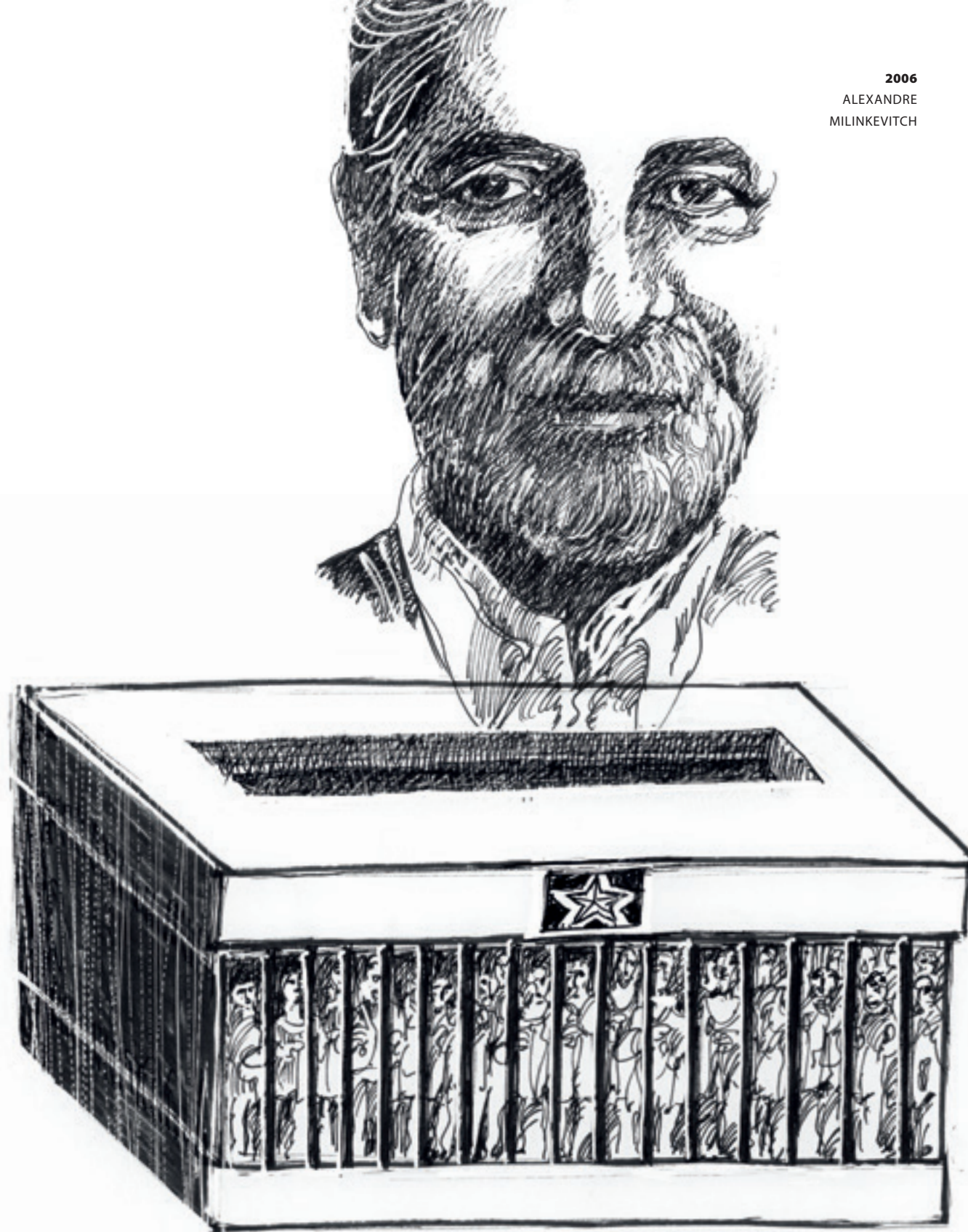
Alexandre Milinkevitch, scientifique de formation, avait été choisi en octobre 2005 pour être le candidat commun de l'opposition démocratique unie à l'élection présidentielle. Militant pour un avenir véritablement démocratique dans l'ancienne république soviétique, Alexandre Milinkevitch est apparu comme une véritable alternative à l'autoritarisme du président Loukachenko, dont la victoire avait été vivement critiquée en raison de fraudes électorales par l'opposition biélorusse et les observateurs étrangers. Après avoir contesté ce résultat, Alexandre Milinkevitch a été arrêté sous plusieurs chefs d'inculpation, mais il n'a jamais été inculpé.

Il ne s'est pas présenté à l'élection présidentielle de 2010, car il estimait qu'aucune modification n'avait été apportée à la loi électorale biélorusse qui aurait permis de garantir des élections équitables, libres et ouvertes. Alexandre Milinkevitch a dénoncé la détérioration de la situation des droits de l'homme en Biélorussie après ces élections qui ont confirmé la mainmise d'Alexandre Loukachenko sur le pouvoir.

En sa qualité de lauréat du prix Sakharov et en tant que dirigeant de l'opposition, Alexandre Milinkevitch est régulièrement consulté par les organes parlementaires qui s'intéressent à la Biélorussie et il a participé à des manifestations et à des conférences du réseau du prix Sakharov, et à des débats publics. Lors d'un débat organisé en Lituanie par le réseau du prix Sakharov avec Berta Soler, dirigeante des Dames en blanc, les autorités nationales lituaniennes ainsi que des parlementaires européens et lituaniens, Alexandre Milinkevitch a dénoncé les intimidations et les humiliations subies continuellement par les défenseurs des droits de l'homme de la part des autorités de son pays. Il s'est déclaré en faveur d'une intégration européenne plus approfondie de la Biélorussie et d'un dialogue critique et constructif avec les autorités biélorusses.

Le dialogue est l'un des thèmes centraux des interventions d'Alexandre Milinkevitch pendant les auditions et débats publics du réseau au Parlement européen. Il demande instamment à l'Union européenne d'initier un dialogue accru avec la Biélorussie, ce qui pourrait se traduire par davantage de libertés pour son peuple. Alexandre Milinkevitch est d'avis que l'aide économique dont la Biélorussie a besoin pourrait être utilisée comme un moyen de pression pour contraindre le régime à nouer un dialogue avec l'Union, notamment sur les droits de l'homme.

La Biélorussie connaîtra, en octobre 2015, son cinquième scrutin présidentiel depuis la fin de l'ère soviétique. Au moment où nous écrivons, Alexandre Milinkevitch devait encore annoncer son intention de se présenter ou non, dans un éventuel défi lancé à Alexandre Loukachenko, au pouvoir depuis vingt et un ans.



LES DAMES EN BLANC, ou DAMAS DE BLANCO, se sont formées spontanément à Cuba, en 2003, en réaction à l'emprisonnement de soixante-quinze de leurs maris et parents au cours du Printemps noir de Cuba, une violente répression exercée par le régime castriste contre les défenseurs de la démocratie. Elles ont défilé dans les rues et écrit de nombreuses lettres aux autorités cubaines, demandant la libération des prisonniers, sans obtenir la moindre réponse. Les Dames en blanc ne se sont pas découragées, et leurs protestations persistantes ont fini par payer: tous les prisonniers du Printemps noir ont été libérés en mars 2011.

Avec une ténacité à toute épreuve, les Dames en blanc ont poursuivi leur combat pour la démocratie et les droits de l'homme à Cuba; dans ce pays communiste, il s'agit du seul groupe autorisé à organiser une marche chaque semaine dans un endroit donné. Vêtues de blanc, les dames portent des photos de leurs proches victimes de la répression à Cuba et des glaïeuls, symboles de paix. Elles descendent la Cinquième Avenue, dans le quartier de Miramar, à La Havane, chaque dimanche après la messe à l'église Sainte-Rita, silencieuses et fortes face aux menaces, aux insultes, aux agressions et aux fréquentes arrestations.

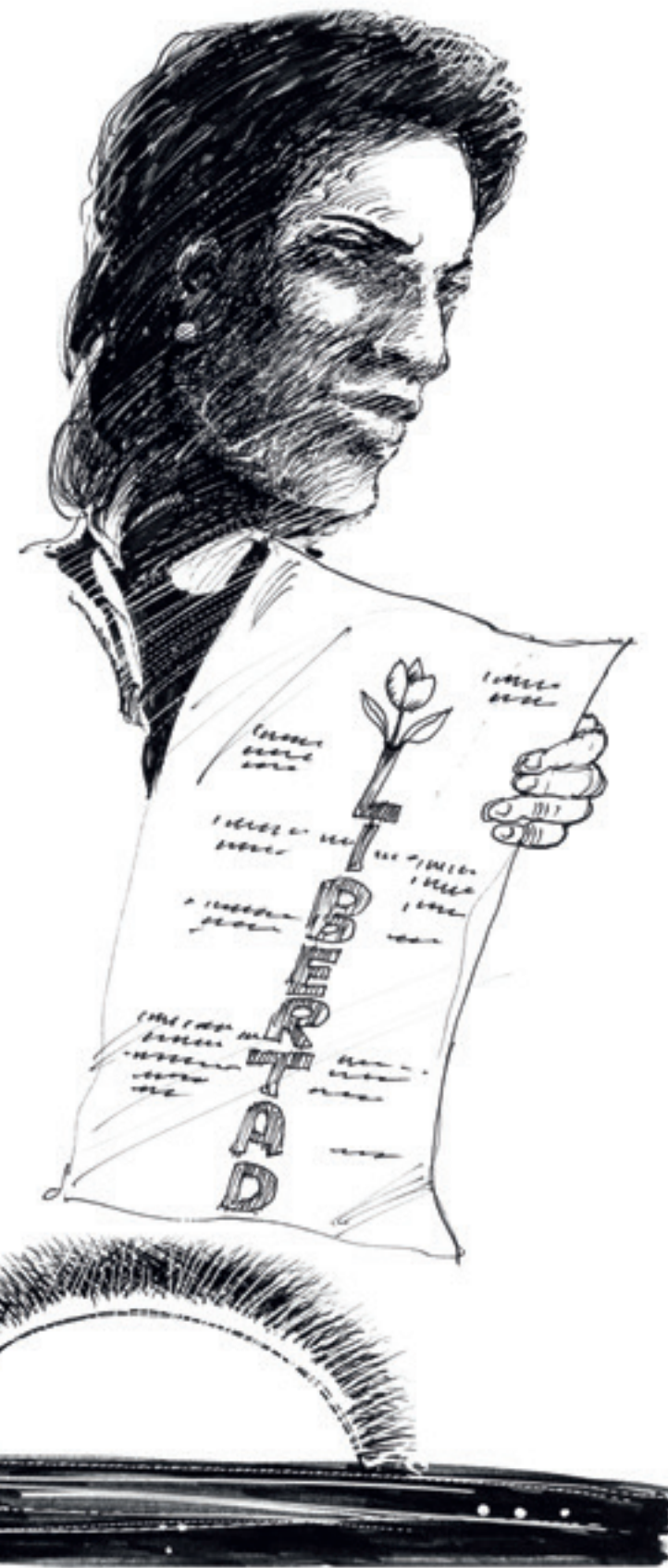
En 2013, les Dames en blanc ont finalement pu recevoir en main propre le prix Sakharov qui leur avait été décerné en 2005. La présidente Berta Soler et des représentantes du mouvement, Belkis Cantillo Ramirez et Laura Maria Labrada Pollán, fille de la très regrettée Laura Pollán, cofondatrice du mouvement décédée en 2011, ont été autorisées à sortir de Cuba après l'assouplissement des restrictions appliquées aux voyages à l'étranger des citoyens cubains et à prononcer un discours devant le Parlement, qui les avait distinguées pour leur courage et leur dévouement à la cause des droits de l'homme. Berta Soler a comparé le prix Sakharov à un «bouclier» qui protégerait les Dames en blanc à leur retour à Cuba.

Peu après la cérémonie de remise du prix Sakharov, les Dames en blanc et d'autres dissidents, y compris le lauréat 2010 Guillermo Fariñas, ont mis en place la Plate-forme internationale des droits de l'homme à Cuba.

Berta Soler, qui représente les Dames en blanc au Parlement européen et pendant les événements du réseau, n'a eu de cesse d'appeler le Parlement — qui a entamé des négociations en vue d'un accord politique bilatéral avec Cuba en 2014 — à faire de la question des droits de l'homme une condition à tout accord avec Cuba. En 2015, les Dames en blanc ont déclaré qu'elles se sentaient de plus en plus mises à l'écart par les politiciens américains en visite dans l'île, à la suite de démarches visant à rétablir les relations diplomatiques entre les États-Unis et Cuba.

Les Dames en blanc ont reconduit Berta Soler dans ses fonctions de présidente par un référendum, organisé par le groupe après que certains membres ont exprimé des critiques sur sa façon de diriger.

En 2015, les Dames en blanc ont subi une nouvelle vague d'arrestations, de violences physiques et de torture, et le mouvement fait partie des groupes les plus ciblés par la répression politique à Cuba.



Avocate spécialiste des droits de l'homme, HAUWA IBRAHIM est née au sein d'une famille musulmane à Hinnah, un village du nord du Nigeria. C'est là qu'elle a appris les valeurs qui ont renforcé chez elle la conviction, qu'elle tenait de sa mère, que l'éducation était le seul moyen d'échapper à la pauvreté. Promise en mariage à l'âge de dix ans, Hauwa Ibrahim s'est enfuie de chez elle pour se rendre dans un internat pour filles afin de pouvoir poursuivre sa scolarité. Ses centres d'intérêt intellectuels associés à sa passion pour la justice l'ont amenée à étudier le droit. Elle est devenue la première femme avocate dans le district de Yamaltu/Deba de l'État de Gombe, et elle est aujourd'hui très demandée en matière de conseil juridique.

Lorsque la charia a été introduite dans douze États du nord du Nigeria, en 1999, la protection des droits fondamentaux a été remise en question, notamment ceux des femmes. Hauwa Ibrahim a ouvert un cabinet d'avocat unique en son genre, représentant des femmes que les tribunaux de la charia avaient condamnées à mort par lapidation pour adultère et des enfants condamnés à l'amputation d'un membre pour vol. Elle a plaidé, gratuitement, dans plus de 150 affaires et a sauvé la vie d'Amina Lawal, de Safiya Hussaini, de Hafsatu Abubakar et de nombreuses autres.

De 2010 à 2013, Hauwa Ibrahim a travaillé comme associée de recherche et professeure invitée à la Harvard Divinity School. En mai 2014, elle a été nommée par le président nigérian membre de la commission d'enquête sur l'enlèvement de plus de 200 étudiantes par le groupe terroriste Boko Haram dans le nord du Nigeria. Connue pour sa crédibilité et sa passion pour la dignité humaine, Hauwa Ibrahim a lancé un appel en faveur d'une aide internationale auprès du Parlement européen et du Congrès des États-Unis pour faire face à la tragédie non résolue que constitue l'enlèvement de ces jeunes filles. Elle continue à plaider en faveur d'une action plus déterminée pour lutter contre les violences faites aux femmes, la pauvreté absolue et le manque de perspectives, afin d'enrayer la montée de l'extrémisme religieux.

En se fondant sur sa propre expérience, Hauwa Ibrahim est convaincue que l'éducation est la clé de l'avenir, que l'éducation des filles conduit à l'éducation de la famille et, par conséquent, de la communauté et de la société. Hauwa Ibrahim a investi la dotation du prix Sakharov dans une fondation qui fournit des possibilités de formation et d'enseignement aux enfants du nord du Nigeria en leur garantissant les moyens de continuer à fréquenter l'école. Engagée activement dans la campagne du réseau Sakharov pour les droits des enfants, Hauwa Ibrahim donne des conférences et participe à des débats au Parlement européen, au cours desquels elle passionne son auditoire par son parcours personnel. À l'invitation du prince Hassan bin Talal en 2015, elle a travaillé sur les questions de l'autonomisation des femmes et la justice sociale dans le Royaume hachémite de Jordanie pour l'Institut de l'Asie de l'Ouest et l'Afrique du Nord (West Asia-North Africa — WANA). Elle travaille également sur la question du dialogue interreligieux au sein de l'Institut royal d'études interconfessionnelles, à Amman, en Jordanie.





REPORTERS SANS FRONTIÈRES (RSF) est une ONG internationale basée en France qui lutte pour la liberté de l'information dans le monde entier.

Pour Reporters sans frontières, la liberté d'expression et d'information reste la première des libertés et le fondement de toute démocratie. L'organisation pose la question suivante: «Comment lutter contre le fléau des enfants soldats ou défendre les droits des femmes, comment préserver notre environnement si les journalistes ne sont pas libres de rapporter les faits, de dénoncer des abus et d'interpeller la conscience générale?»

Reporters sans frontières ne cesse d'observer et de dénoncer les violations de la liberté d'information dans le monde, lutte contre l'imposition de la censure et contre les lois destinées à restreindre la liberté d'information, apporte un soutien moral et financier aux journalistes persécutés et aux membres de leur famille, ainsi qu'une aide matérielle aux correspondants de guerre pour renforcer leur sécurité. Pour contourner la censure, RSF publie occasionnellement des articles interdits dans leur pays d'origine, héberge des journaux fermés sur place et sert de forum aux journalistes réduits au silence par les autorités de leur pays. Pour que les meurtriers et tortionnaires de journalistes soient traduits en justice, le réseau de RSF fournit, depuis 2002, une assistance juridique aux victimes et les représente devant les tribunaux. L'organisation décerne deux prix chaque année, le prix Reporters sans frontières et le prix Netizen, qui distinguent et honorent des blogueurs, des journalistes et des médias du monde entier.

RSF publie un classement mondial annuel de la liberté de la presse. L'édition 2015, qui couvre 180 pays, met en évidence une détérioration mondiale de la liberté de l'information au cours de l'année précédente. «Éprouvée par les conflits, la menace accrue d'acteurs non étatiques, les exactions commises lors de manifestations et par la crise économique et financière, la liberté de la presse régresse sur les cinq continents.» Le classement mentionne les exemples extrêmes que constituent les conflits au Proche-Orient, en Ukraine, en Syrie et en Iraq, où «les belligérants se sont livrés à une redoutable guerre de l'information. Propagande ou black-out, les médias, devenus des objectifs stratégiques, ont été pris pour cibles, attaqués, voire réduits au silence». Dans son classement, RSF énumère des facteurs importants qui mènent à la détérioration de la liberté de la presse, notamment la montée des groupes non étatiques tels que Boko Haram et État islamique, l'utilisation politique de la censure religieuse, les écarts qui se creusent entre États membres de l'Union européenne, et les dictatures qui vont toujours plus loin dans le contrôle de l'information.

Lauréat du prix Sakharov, Reporters sans frontières a réuni d'autres lauréats et assuré la promotion d'initiatives du réseau du prix Sakharov. L'association est engagée activement dans l'action du réseau du prix Sakharov en faveur des droits de l'homme et, en 2015, elle a participé à la campagne du Parlement européen pour la liberté d'expression.

L'ASSOCIATION DES JOURNALISTES DE BIÉLORUSSIE,

qui représente plus d'un millier de professionnels de la presse, lutte pour défendre les droits des journalistes qui travaillent dans des conditions extrêmement difficiles et font fréquemment l'objet de menaces, de harcèlement, de poursuites pénales et d'expulsions du territoire.

Fondée en 1995, un an après la prise du pouvoir par le dictateur biélorusse Alexandre Loukachenko, l'Association des journalistes de Biélorussie est, depuis sa création, la principale association de la presse indépendante en Biélorussie. Depuis son siège de Minsk et ses cinq antennes régionales, elle s'efforce de fournir au public biélorusse, en temps utile, les informations les plus objectives, les plus exactes et les plus exhaustives, tout en luttant pour un journalisme éthique et de qualité.

Elle se bat avec détermination dans un pays où la loi sur les médias autorise les autorités à interdire l'activité des organes de presse qu'elle considère comme trop dangereux. Le code pénal contient toujours des articles pénalisant la diffamation des hauts fonctionnaires, les médias étrangers doivent obtenir une licence pour travailler et leurs contributeurs locaux sont harcelés par le KGB, et la presse indépendante fait l'objet d'une discrimination économique. En 2014, l'Association des journalistes de Biélorussie a dénoncé une intensification de la répression judiciaire; en effet, plusieurs de ses membres ont été condamnés à des amendes et ont fait l'objet de poursuites pénales, l'un d'entre eux étant même accusé de trahison.

L'Association accorde désormais la priorité à la lutte contre de nouveaux amendements restrictifs à la loi sur les médias, entrés en vigueur en 2015, qui permettent au gouvernement de fermer plus facilement des sites internet auxquels il s'efforçait, auparavant, d'entraver l'accès. En outre, avec le soutien d'autres organisations de presse, l'Association travaille actuellement pour la suppression d'une disposition de la loi sur les médias qui interdit aux journalistes indépendants de faire des reportages dans le pays, en violation des critères européens sur la liberté de la presse.

En 2015, Janna Litvina, fondatrice et présidente de longue date de l'Association, a cessé d'exercer ses fonctions, mais elle continue à être active en tant que membre du conseil d'administration. Journaliste légendaire dans son pays pour avoir été à la tête du bureau de Minsk de Radio Liberty et pour avoir créé et dirigé l'éphémère mais unique radio indépendante en langue biélorusse, 101,2 FM, Janna Litvina a dirigé l'Association des journalistes de Biélorussie pendant vingt ans dès sa fondation.

Andreï Bastounets, ancien vice-président, a été élu nouveau président de l'Association. Ce juriste est épaulé par quatre vice-présidents: Sviatlana Kalinkina, Mikhaïl Yantchouk, Aliaksander Starykevitch et Alina Souravets.

L'association participe activement aux travaux du réseau du prix Sakharov et elle a contribué à la campagne du Parlement européen pour la liberté d'expression en 2015.



En attribuant le prix Sakharov 2003 aux **NATIONS UNIES**, le Parlement européen a accordé une reconnaissance à l'action de l'ONU en faveur de la paix, des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

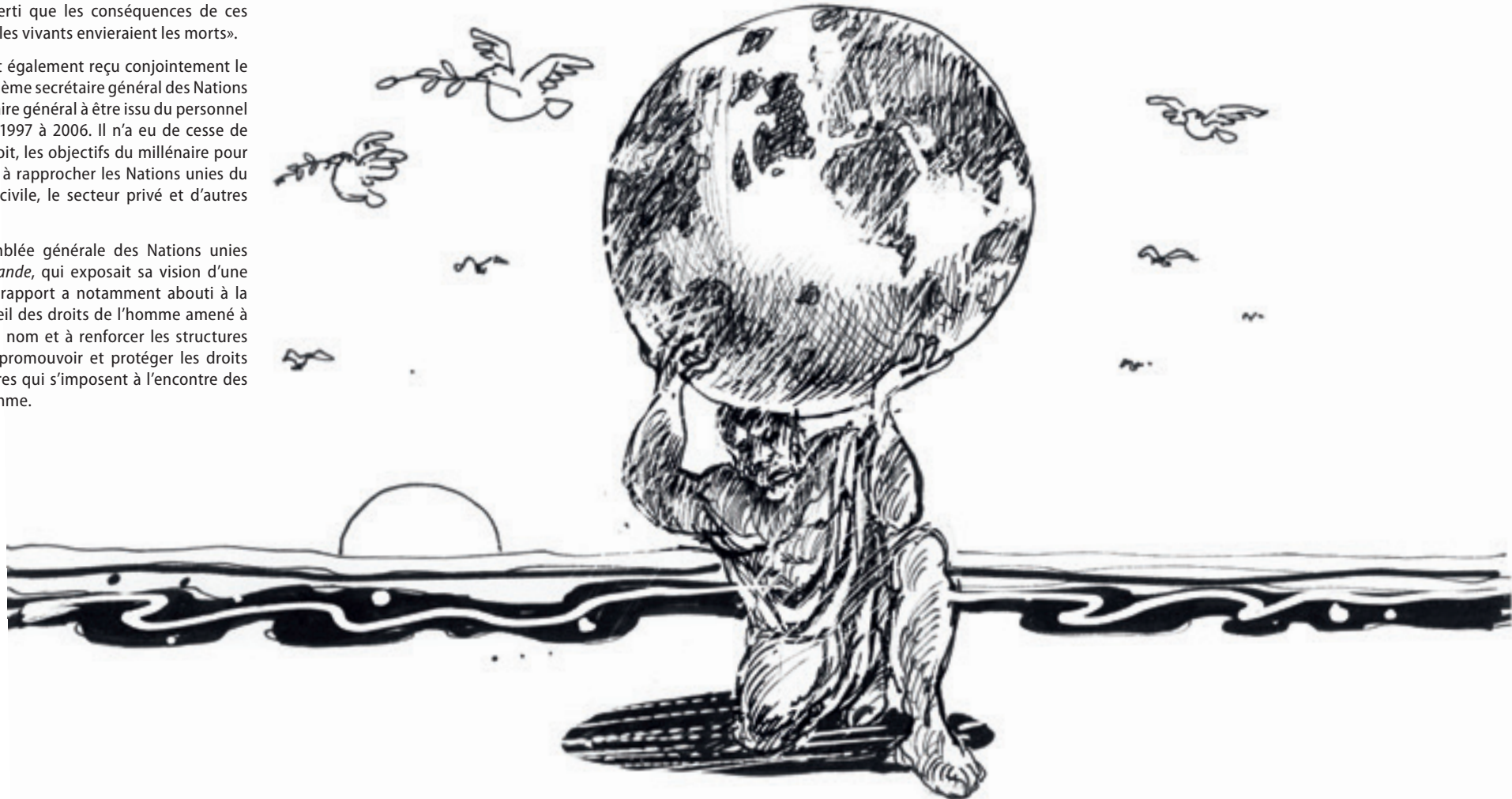
Le prix Sakharov a rendu un hommage particulier au personnel des Nations unies, qui travaille sans relâche, et souvent dans des conditions difficiles, à l'édification de la paix dans le monde. Le prix a été décerné en mémoire de Sérgio Vieira de Mello, haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme et l'un des plus éminents représentants des Nations unies. Envoyé spécial de Kofi Annan en Iraq, il a été l'une des victimes d'un attentat perpétré en 2003 contre le quartier général des Nations unies, à Bagdad.

L'Organisation des Nations unies continue non seulement à lutter pour maintenir ou restaurer la paix, protéger les droits de l'homme et établir un cadre pour la justice internationale, mais elle se penche également sur les nouveaux défis internationaux que sont le programme de développement pour l'après-2015, l'actuelle crise des réfugiés, le terrorisme international et les changements climatiques. À cet égard, Kofi Annan a averti que les conséquences de ces changements pourraient être si graves que «les vivants envieraient les morts».

En 2001, les Nations unies et Kofi Annan ont également reçu conjointement le prix Nobel de la paix. Kofi Annan a été le septième secrétaire général des Nations unies. Diplomate ghanéen et premier secrétaire général à être issu du personnel des Nations unies, il a occupé ce poste de 1997 à 2006. Il n'a eu de cesse de défendre les droits de l'homme, l'État de droit, les objectifs du millénaire pour le développement et l'Afrique, et a cherché à rapprocher les Nations unies du public en tissant des liens avec la société civile, le secteur privé et d'autres partenaires.

En 2005, Kofi Annan a présenté à l'Assemblée générale des Nations unies un rapport intitulé *Dans une liberté plus grande*, qui exposait sa vision d'une réforme globale et profonde de l'ONU. Ce rapport a notamment abouti à la création, en mars 2006, d'un nouveau Conseil des droits de l'homme amené à remplacer l'ancienne commission du même nom et à renforcer les structures de l'organisation mondiale, afin de mieux promouvoir et protéger les droits fondamentaux, ainsi qu'à prendre les mesures qui s'imposent à l'encontre des principaux contrevenants aux droits de l'homme.

En 2007, après deux mandats au poste de secrétaire général, Kofi Annan s'est engagé dans plusieurs organisations dont l'action est centrée sur les questions mondiales et africaines, y compris sa propre Fondation Kofi Annan. Il préside actuellement The Elders, un groupe de dirigeants indépendants du monde entier réuni par Nelson Mandela en 2007, dont l'objectif est de collaborer en faveur de la paix et des droits de l'homme.





OSWALDO JOSÉ PAYÁ SARDIÑAS (1952-2012), dissident cubain, est l'initiateur du projet Varela, une campagne en faveur d'un référendum sur les lois garantissant la jouissance des droits civils, des élections libres et pluralistes, la libération de tous les prisonniers politiques et des réformes économiques et sociales à Cuba.

Fervent partisan d'une réforme dès sa jeunesse, il a été harcelé et condamné à diverses reprises pour ses critiques à l'égard de la politique de Fidel Castro et des injustices, ce qui ne l'a pas empêché de créer, en 1988, le Mouvement chrétien de libération, devenu aujourd'hui l'un des principaux mouvements d'opposition à Cuba.

En 1997, il a élaboré le projet Varela, qui énonçait les premières mesures législatives nécessaires à la libre participation des habitants à la vie politique et économique de Cuba, notamment la liberté de parole et de réunion ainsi que la libération de tous les prisonniers politiques. Le projet, bien que soutenu par des milliers de Cubains, a été bloqué par une contre-initiative des autorités cubaines qui a rendu irrévocable le caractère socialiste de l'État cubain, une initiative que ces mêmes autorités ont déclaré être approuvée par plébiscite. De nombreux militants du projet Varela ont été emprisonnés pendant le Printemps noir de 2003, mais Payá n'a pas renoncé.

En 2008, il a présenté à l'Assemblée nationale un projet de loi d'amnistie des prisonniers politiques et, en 2010, il a lancé le Foro Todos Cubanos (Forum «Tous Cubains»).

Oswaldo José Payá n'est jamais allé en prison, mais il a reçu, selon sa famille, plusieurs menaces de mort. Le 22 juillet 2012, il a perdu la vie dans un accident de la route à Cuba, version qui est toutefois contestée. À son décès, le président du Parlement européen, Martin Schulz, a exprimé sa conviction que «les idéaux d'Oswaldo Payá survivront, son œuvre et son engagement ayant inspiré toute une génération de militants cubains qui suivent son exemple en promouvant la liberté politique et les droits de l'homme».

Le Mouvement chrétien de libération continue de demander que les circonstances de sa mort soient éclaircies. Sa famille ne croit pas à la version officielle de l'accident de la route. Sa fille Rosa María a demandé l'ouverture d'une enquête internationale indépendante sur la mort de son père devant le Conseil des droits de l'homme des Nations unies et d'autres organisations internationales, dont le Parlement européen, et a dénoncé le harcèlement et les menaces infligées à sa famille par les agents de la sécurité de l'État cubain. En 2013, la famille d'Oswaldo Payá s'est installée temporairement aux États-Unis.

C'est sa fille qui le représentait à la conférence du réseau du prix Sakharov pour le vingt-cinquième anniversaire du prix au Parlement européen, en 2013. Dans la déclaration finale, elle a demandé «une enquête sur les circonstances de la mort du lauréat 2002 du prix Sakharov, Oswaldo Payá».

IZZAT GHAZZAWI (1952-2003), écrivain et universitaire palestinien, relate dans ses écrits les difficultés et les souffrances causées par l'occupation israélienne des territoires palestiniens, ainsi que la tragédie qu'il a vécue à titre privé. Sa vie a été marquée par la disparition de son fils de seize ans, Ramy, tué en 1993 par l'armée israélienne dans la cour de son école en allant porter secours à un ami blessé. En dépit de cette immense douleur, Izzat Ghazzawi a toujours continué de rechercher le dialogue culturel et politique avec le peuple israélien.

Né de parents réfugiés, au sein d'une famille nombreuse qui a fui en Cisjordanie en 1948, Izzat Ghazzawi a écrit sa première pièce de théâtre à l'âge de treize ans. Il a obtenu une maîtrise en littérature américaine et britannique et enseigne à l'université de Beir Zeit. Il a été président de l'Union des écrivains palestiniens, auteur de romans et de nouvelles, critique littéraire, ainsi qu'organisateur et président de la première conférence internationale des écrivains en Palestine (1997).

En outre, il a été membre du bureau exécutif du Conseil palestinien pour la justice et la paix. Izzat Ghazzawi a été condamné et emprisonné à plusieurs reprises par les autorités israéliennes pour ses activités politiques. Dans ces moments-là, ce qui lui pesait le plus était d'être séparé de sa famille, en particulier de ses six enfants qu'il n'avait le droit de voir que deux par deux pendant trente minutes toutes les deux semaines.

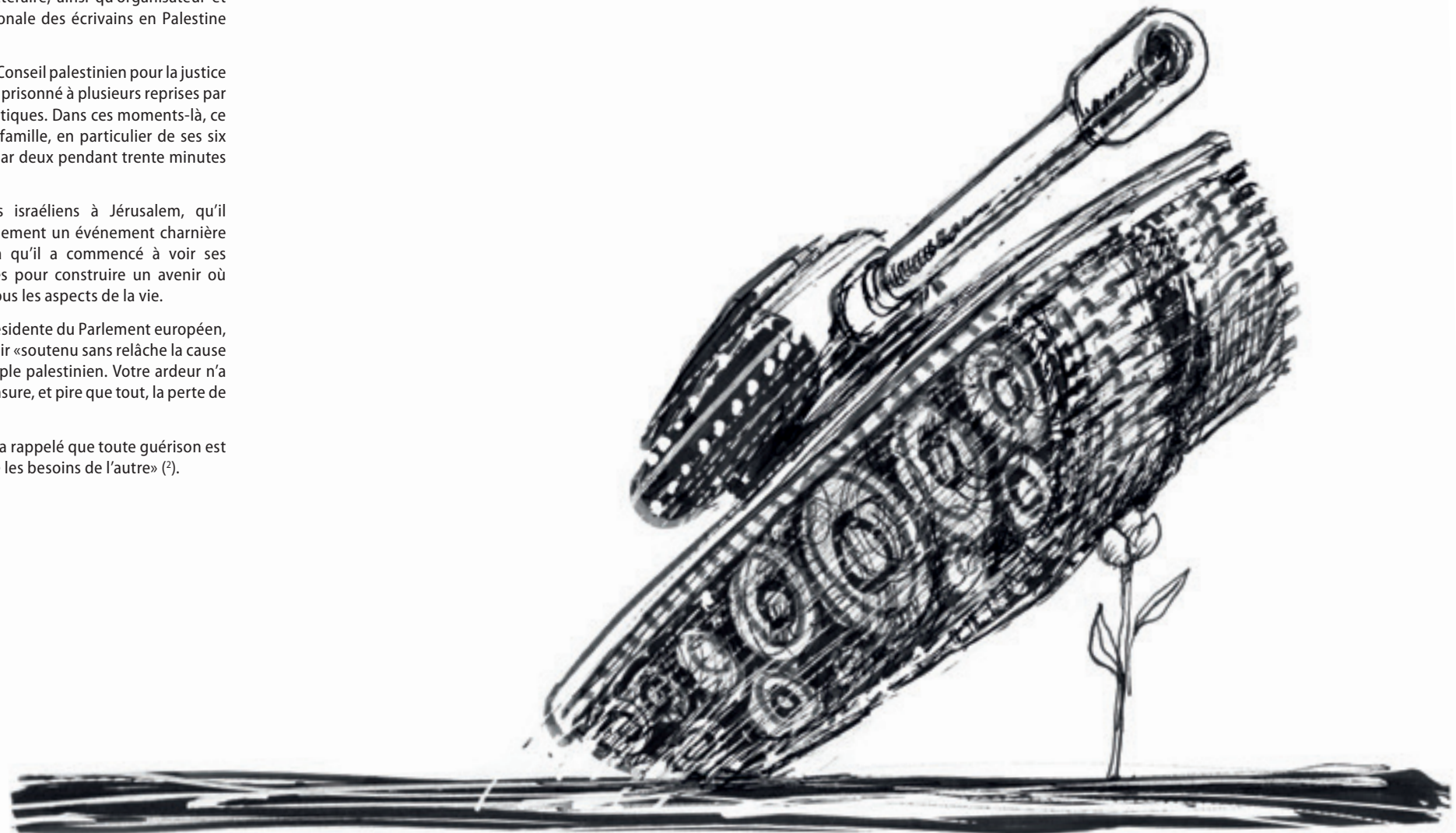
En 1992, une rencontre avec des écrivains israéliens à Jérusalem, qu'il appréhendait au départ, s'est avérée être finalement un événement charnière dans sa vie. C'est à partir de ce moment-là qu'il a commencé à voir ses homologues israéliens comme des partenaires pour construire un avenir où Palestiniens et Israéliens seraient égaux dans tous les aspects de la vie.

En lui remettant le prix Sakharov en 2001, la présidente du Parlement européen, Nicole Fontaine, lui a rendu hommage pour avoir «soutenu sans relâche la cause de la paix et du dialogue entre Israël et le peuple palestinien. Votre ardeur n'a jamais faibli, malgré l'emprisonnement et la censure, et pire que tout, la perte de votre fils, Ramy, âgé de seize ans».

Devant le Parlement européen, Izzat Ghazzawi a rappelé que toute guérison est possible quand on est «capable de comprendre les besoins de l'autre» ⁽²⁾.

Peu après la disparition de son fils, Izzat Ghazzawi a publié, avec l'écrivain israélien Abraham B. Yehoshua et le photographe italien Oliviero Toscani, un ouvrage intitulé *Enemies* sur les rapports entre Palestiniens et Israéliens, qui a connu un succès retentissant.

Izzat Ghazzawi est décédé le 4 avril 2003.



⁽²⁾ Les 25 ans du prix Sakharov. Le Parlement européen pour la liberté de pensée, Centre archivistique et documentaire, Parlement européen, *Les Cahiers du Cardoc*, n° 11 — novembre 2013, p. 112.

Née en 1949, de nationalité israélienne, NURIT PELED-ELHANAN est professeure d'université et écrivain. En 1997, sa fille Smadar, âgée de treize ans, est tuée à Jérusalem-Ouest dans un attentat suicide perpétré par un Palestinien.

«Ma petite fille a été tuée seulement parce qu'elle était israélienne, par un jeune homme opprimé et désespéré au point de se suicider et de répandre la mort autour de lui seulement parce qu'il était palestinien. Ils sont tous deux victimes de l'occupation de la Palestine par Israël. Aujourd'hui, leur sang se mélange sur les pavés de Jérusalem sur lesquels tant de sang a déjà été versé.» Nurit Peled-Elhanan n'a pas permis pas aux autorités israéliennes, ni au premier ministre, d'assister aux funérailles.

Nurit Peled est la fille du grand général Matti Peled, connu pour son attitude pacifiste et progressiste. Elle est devenue un symbole pour ceux qui, en Israël, luttent contre l'occupation et pour la liberté de la Palestine.

Elle est aussi fermement résolue à changer la mentalité de la société israélienne, notamment au sein de la jeune génération. Sa dernière publication, intitulée *Palestine in Israeli School Books: Ideology and Propaganda in Education* (La Palestine dans les manuels scolaires israéliens: idéologie et propagande à l'école), souligne le fait que l'école israélienne tend à encourager le racisme plutôt que la tolérance et la diversité. Elle n'a pas hésité à critiquer vivement les grands dirigeants du monde, notamment George W. Bush, Tony Blair et Ariel Sharon, pour avoir «instillé chez leurs citoyens la peur aveugle du musulman».

Nurit Peled-Elhanan est cofondatrice du Tribunal Russell, un tribunal populaire international créé en 2009 pour examiner le rôle et la complicité des parties tierces dans les violations du droit international par Israël à l'encontre du peuple palestinien.

Elle est engagée dans la défense des droits des Palestiniens et soutient la campagne «Boycott, désinvestissement et sanctions» contre Israël, tant que le pays ne se conformera pas au droit international et ne respectera pas les droits des Palestiniens.

Nurit Peled est particulièrement active dans la défense des enfants palestiniens et de leur droit à l'éducation, et elle a plaidé énergiquement en leur faveur au cours des événements organisés par le réseau du prix Sakharov et pendant des rencontres avec le Parlement européen, notamment à Jérusalem. Au lendemain de la guerre de 2014 à Gaza, Nurit Peled a prononcé un discours passionné et émouvant lors d'une audition de la sous-commission «Droits de l'homme» sur la situation des enfants dans les conflits armés, accusant Israël de perpétrer un holocauste des Palestiniens à Gaza.

Avec Salima Ghezali et Taslima Nasreen, deux autres lauréates du prix Sakharov, elle a également publié une tribune pour inviter les dirigeants et représentants de l'Union à s'engager activement et ouvertement pour que l'Autorité palestinienne devienne membre de la Cour pénale internationale (CPI).



DOM ZACARIAS KAMWENHO, archevêque émérite de Lubango, en Angola, est un militant pacifiste qui a joué un rôle clé dans le processus de paix ayant mis un terme à la guerre civile angolaise, en 2002.

Né à Chimbundo en 1934, il est ordonné prêtre catholique romain en 1961 et nommé archevêque de Lubango en 1995.

Dom Zacarias Kamwenho est à l'avant-garde d'un mouvement qui, à la fin des années quatre-vingt-dix, grâce à ses efforts et à ceux d'autres Églises et dirigeants de la société civile, a inspiré chez le peuple angolais une nouvelle conscience de la nécessité de lutter en faveur de la paix et des droits de l'homme et d'encourager une «réconciliation nationale inclusive».

Il a été président du Comité interconfessionnel pour la paix en Angola, fondé en 2000. Cette organisation œcuménique rassemblait la Conférence épiscopale d'Angola et de São Tomé, qu'il présidait également, l'Alliance évangélique d'Angola et le Conseil des Églises chrétiennes d'Angola.

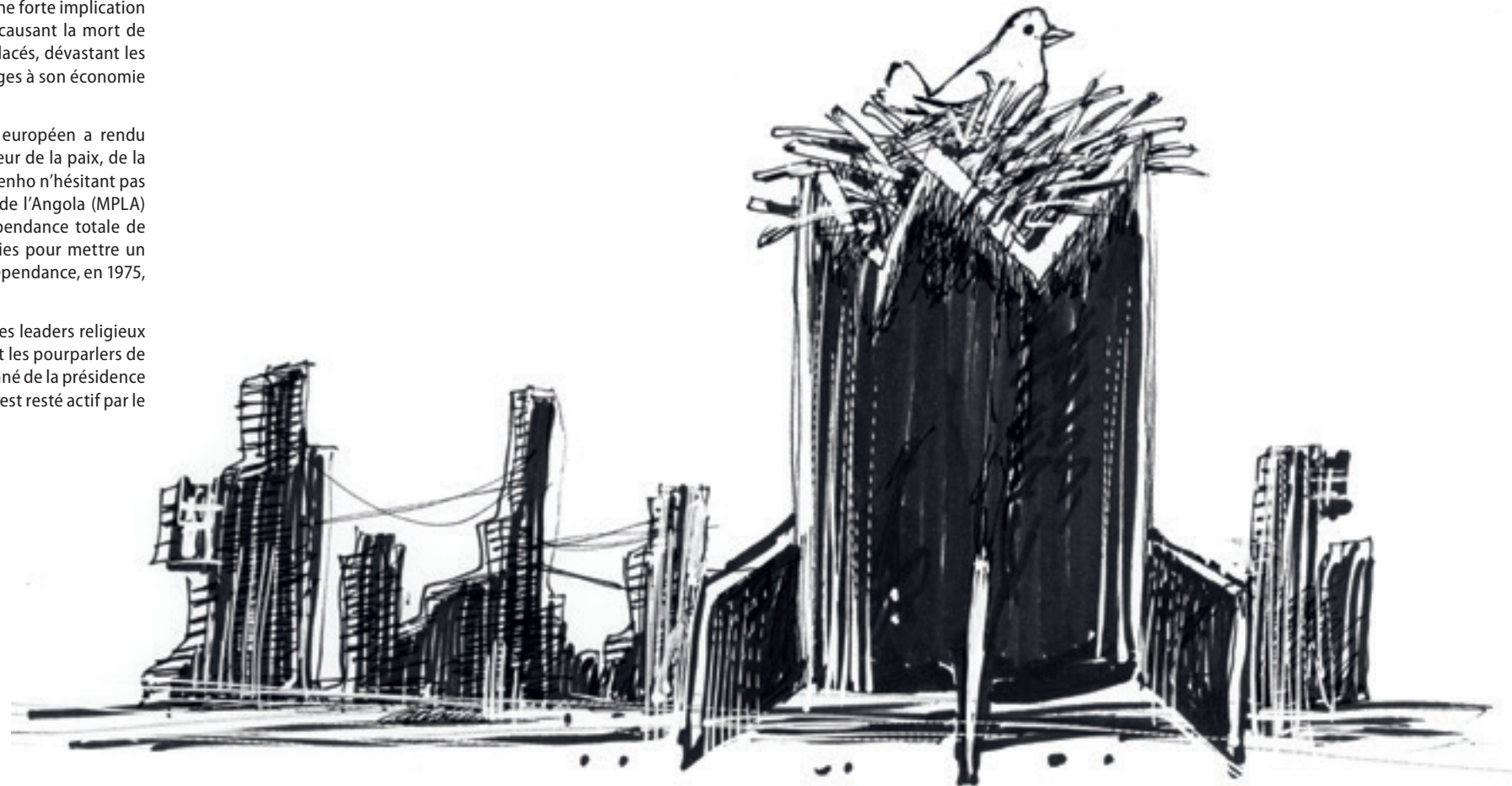
Dom Kamwenho a joué un rôle de médiateur entre les parties belligérantes pour apporter la paix à un pays miné par vingt-sept années de conflit en dents de scie en raison de clivages politiques et ethniques, qui a servi de champ de bataille pendant la guerre froide par alliés interposés, avec une forte implication de Cuba, de l'Afrique du Sud, de l'URSS et des États-Unis, causant la mort de plus d'un demi-million de personnes et des millions de déplacés, dévastant les infrastructures de l'Angola et provoquant de graves dommages à son économie et à ses institutions.

En lui remettant le prix Sakharov, en 2001, le Parlement européen a rendu hommage à cette voix ferme, impartiale et opiniâtre en faveur de la paix, de la démocratie et des droits de l'homme en Angola, Dom Kamwenho n'hésitant pas à critiquer tant le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) que le groupe rebelle UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola), jouant un rôle de médiateur entre ces deux parties pour mettre un terme à la guerre civile qui sévissait dans le pays depuis l'indépendance, en 1975, de la tutelle portugaise.

C'est essentiellement à Dom Zacarias Kamwenho et à d'autres leaders religieux et de la société civile que l'on doit le cessez-le-feu de 2002 et les pourparlers de paix qui en ont découlé. En 2003, Mgr Kamwenho a démissionné de la présidence de la Conférence épiscopale d'Angola et de São Tomé, mais il est resté actif par le

biais de son diocèse et du Comité œcuménique pour la paix en Angola, œuvrant en faveur de la démocratie, du respect des libertés fondamentales et des droits de l'homme, de l'instauration de l'État de droit et d'une réconciliation nationale durable.

En 2009, ayant atteint l'âge de la retraite, Dom Zacarias Kamwenho est devenu archevêque émérite à soixante-quinze ans. Il continue d'œuvrer dans sa communauté, luttant contre la corruption, le manque de valeurs éthiques et d'autres problèmes qui sont l'héritage de la guerre, et participe aux conférences du réseau du prix Sakharov.



¡BASTA YA! est une initiative citoyenne contre le terrorisme et la violence politique au Pays basque espagnol, créée en 1999 par des intellectuels, des militants politiques et des droits de l'homme, des syndicalistes et d'autres représentants de la société civile.

¡Basta Ya!, dont le nom signifie «Ça suffit!», a été fondé en réaction au groupe terroriste basque Euskadi Ta Askatasuna (ETA) et à la menace pour les libertés civiles et les droits fondamentaux, en particulier ceux des citoyens «non nationalistes», que représentaient ce groupe et d'autres partis plus modérés mais de plus en plus nationalistes et xénophobes.

Les membres de ¡Basta Ya! venaient de divers horizons idéologiques, mais tous se sont engagés à combattre le terrorisme sous toutes ses formes, à soutenir les victimes du terrorisme et de la violence politique et à défendre l'État de droit, la Constitution espagnole et le statut d'autonomie du Pays basque.

¡Basta Ya! a bénéficié d'un soutien sans précédent dans toute l'Espagne, en 1999 et en 2000, alors qu'un mouvement d'indignation s'élevait contre ETA, qui avait tué des centaines de personnes dans différentes régions du pays et fait des milliers de victimes dans tout le Pays basque par la voie d'intimidations, d'extorsion, de chantage et d'agressions, y compris sur les membres de la famille et la propriété.

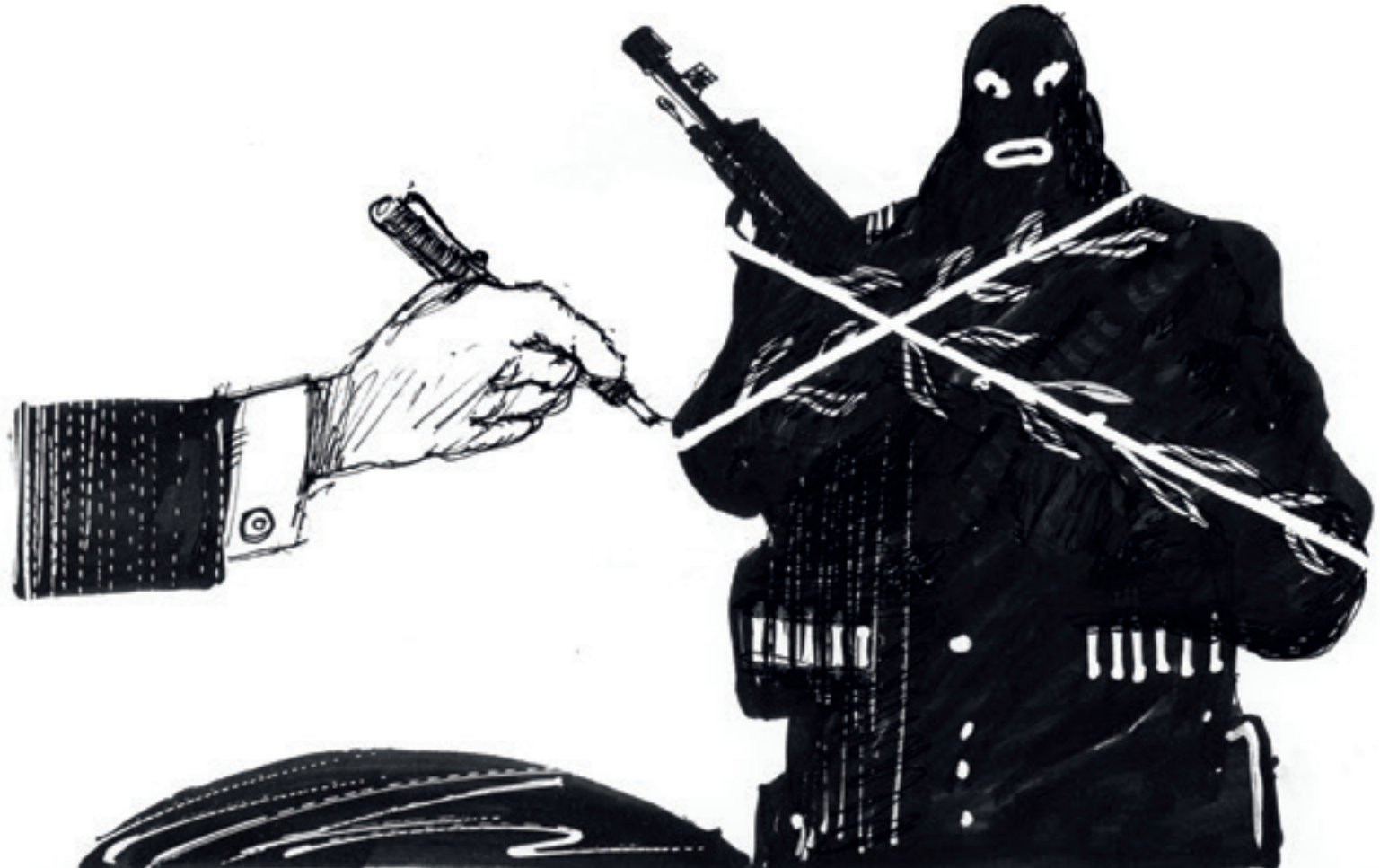
Le mouvement s'opposait à toute forme de nationalisme et critiquait également les autorités du Pays basque pour leurs politiques et leur rhétorique nationalistes. Au cours de deux grandes manifestations organisées par ¡Basta Ya! en 2000, c'est une véritable marée humaine qui a défilé dans les rues de Saint-Sébastien en demandant des mesures adéquates pour vaincre le terrorisme et faire respecter la Constitution.

Le mouvement ¡Basta Ya! a été récompensé par le Parlement européen cette même année pour ses actions en faveur des droits de l'homme, de la démocratie et de la tolérance au Pays basque. ¡Basta Ya! est le premier (et jusqu'ici le seul) lauréat du prix Sakharov à mener une action dans les frontières de l'Union européenne.

Non seulement cette récompense a apporté une reconnaissance à ¡Basta Ya! pour ses initiatives, mais la question du terrorisme au Pays basque a commencé à être envisagée comme un problème européen et plus seulement espagnol. ¡Basta Ya! a reçu le soutien d'organisations internationales des droits de l'homme, et d'autres pays ont classé ETA dans la catégorie des groupes terroristes.

Ces dernières années, ¡Basta Ya! a changé de nature; en effet, la situation a évolué en Espagne, ETA ayant déclaré renoncer définitivement à l'action armée en 2011.

Les dirigeants de ¡Basta Ya!, y compris son porte-parole Fernando Savater, qui représentaient le mouvement au Parlement européen et pendant les conférences du réseau du prix Sakharov, ont créé en 2007 le parti politique Union, progrès et démocratie (UPyD), dirigé par Rosa Díez, sur la base d'une plateforme de soutien à l'unité de l'Espagne. UPyD est devenu le quatrième parti au Congrès des députés espagnol après les élections de 2011 et il est actuellement représenté au Parlement européen. Les membres de ¡Basta Ya! croient que les idées et l'esprit du mouvement perdurent dans la lutte actuellement menée par d'autres en faveur des droits de l'homme.



Connu comme le «Mandela du Timor», XANANA GUSMÃO³ a mené la lutte pour la liberté et l'autodétermination du Timor-Oriental. Il a été le premier président de la première nouvelle nation de ce siècle et a également exercé les fonctions de premier ministre du Timor-Oriental.

La carrière politique de Xanana Gusmão a commencé avec la perspective de l'émancipation de son pays de la tutelle coloniale du Portugal, mais il a fallu plus de deux décennies de lutte acharnée pour que naisse l'État indépendant du Timor-Oriental, puisque juste après la déclaration d'indépendance qui a suivi le retrait unilatéral du Portugal, en 1975, l'Indonésie a envahi le pays et violemment réprimé toute résistance. D'après les estimations, les violences qui ont accompagné l'invasion ont fait 200 000 victimes, ce qui n'a cependant pas réussi à briser la détermination de la population à résister.

Connu sous son nom de guerre Kay Rala, Xanana Gusmão a rejoint le Front révolutionnaire pour l'indépendance du Timor-Oriental (Fretilin) et il a été élu par la première conférence nationale comme chef de la résistance et commandant en chef des Forces armées de libération nationale du Timor-Oriental (Falintil).

En tant que chef de la résistance, Xanana Gusmão a conçu et mis en œuvre une politique d'unité nationale, dont le succès a permis la formation du Conseil national de la résistance timoraise (CNRT) au sein duquel il a réussi à réunir les différents groupes politiques et sociaux.

Xanana Gusmão a été fait prisonnier par les forces indonésiennes, en 1992, un an après que le massacre par ces dernières de plus de 250 personnes qui participaient à une procession commémorative à Dili a fini par attirer l'attention internationale. Il a été emprisonné pour séparatisme en Indonésie où il a étudié le *bahasa indonesia*, la langue officielle de ce pays, l'anglais et le droit. Il a également écrit de la poésie et réalisé des peintures qui ont été vendues pour financer la résistance qu'il continuait à diriger.

Avec Jose Ramos Horta, vice-président du CNRT, Xanana Gusmão a cherché à garantir une solution pacifique au conflit en élaborant un plan de paix qui prévoyait un référendum encadré par les Nations unies sur l'avenir du Timor-Oriental. Pendant son incarcération, il a reçu la visite de nombreuses personnalités éminentes, notamment le président sud-africain Nelson Mandela et des représentants des Nations unies et des États-Unis, car il continuait à jouer un rôle essentiel pour mettre fin à la guerre avec l'Indonésie.

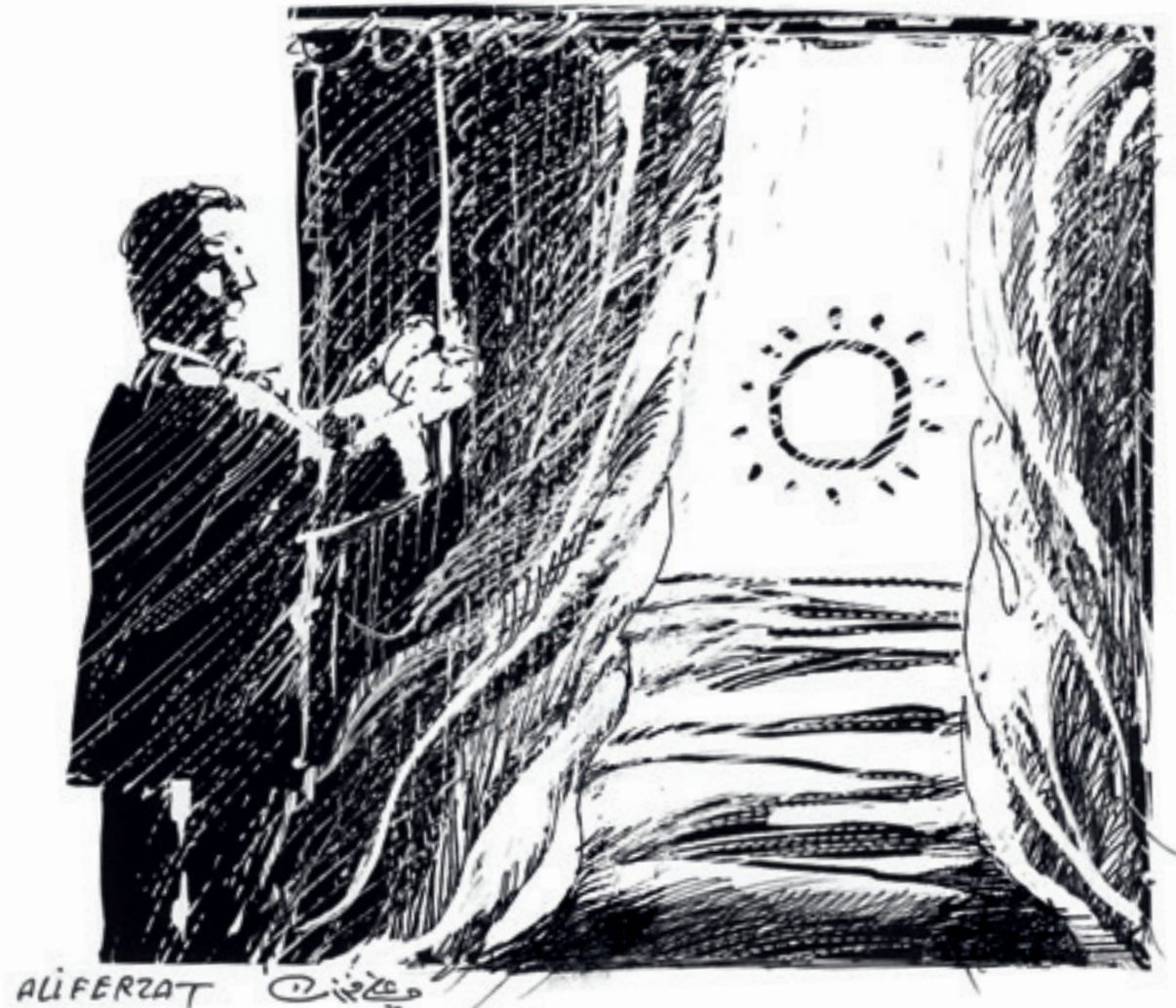
Xanana Gusmão venait juste d'être libéré de prison grâce à de fortes pressions internationales, après avoir purgé sept années d'une peine de vingt ans, lorsque le Parlement européen lui a décerné le prix Sakharov, en 1999, le reconnaissant comme chef de la Résistance timoraise et symbole de la lutte de son peuple pour la liberté.

Relâché tout juste après le référendum du 30 août, où 80 % de la population du Timor-Oriental avait voté pour l'indépendance, annonçant ainsi la fin de l'occupation indonésienne et le début d'un processus de transition mené par les Nations unies, Xanana Gusmão a promis de faire tout ce qui était en son pouvoir pour apporter la paix au Timor-Oriental et à son peuple.

(³) Xanana Gusmão a officiellement changé son nom, Jose Alexandre Gusmão, en Kay Rala Xanana Gusmão. Kay Rala était son nom de guerre pendant la lutte pour la liberté et l'autodétermination du Timor-Oriental, et Xanana est le surnom qui lui était donné dans sa jeunesse.

En avril 2002, Xanana Gusmão a remporté la première élection présidentielle libre organisée au Timor-Oriental, grâce à un large soutien populaire. Le 20 mai 2002, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a reconnu officiellement la République démocratique du Timor-Oriental en tant qu'État indépendant. Xanana Gusmão en a été le président jusqu'en mai 2007. En 2008, il a survécu à une tentative d'assassinat alors qu'il était chef du gouvernement. Il a démissionné de son poste de premier ministre en février 2015, souhaitant laisser la place à une nouvelle génération de dirigeants. Il exerce actuellement les fonctions de ministre de la planification et des investissements stratégiques.

Il coopère activement avec le Parlement européen au sein du réseau du prix Sakharov.



IBRAHIM RUGOVA (1944-2006), écrivain, universitaire et homme politique, s'est consacré à la lutte pacifique pour l'indépendance des Albanais du Kosovo. Il a été le premier président du Kosovo.

Né à Cerrcë, au Kosovo, dans ce qui était alors la Yougoslavie, Ibrahim Rugova a fait ses études à Pristina et à la Sorbonne. Il a enseigné la littérature et présidé l'Union des écrivains du Kosovo, qui jouait un rôle central dans l'opposition des Albanais au pouvoir serbe. En 1989, il a fondé la Ligue démocratique du Kosovo, premier parti politique à défier directement le régime communiste, alors que le dirigeant yougoslave Slobodan Milošević avait aboli le statut de région autonome du Kosovo et imposé un contrôle par la Serbie. Dans un contexte d'oppression croissante, Ibrahim Rugova a pris la tête du mouvement politique qui a déclaré la République autoproclamée du Kosovo. En 1992, il a été élu président d'une république qui n'était reconnue que par l'Albanie. Face à la répression qui s'est ensuivie, il a mis en place des structures éducatives, hospitalières et fiscales destinées à la population albanaise du Kosovo, parallèlement au système serbe.

Tout au long des années quatre-vingt-dix, cet homme politique, caractérisé par sa voix douce et son éternelle écharpe de soie blanche, était considéré comme le visage modéré et intellectuel de l'opposition albanaise au régime de Belgrade. Il a effectué un second mandat de président en 1998, malgré l'escalade du conflit entre les unités serbes et l'Armée de libération du Kosovo (UÇK), un mouvement de guérilla albanaise, ce qui a déclenché une répression militaire brutale de la part de la Yougoslavie.

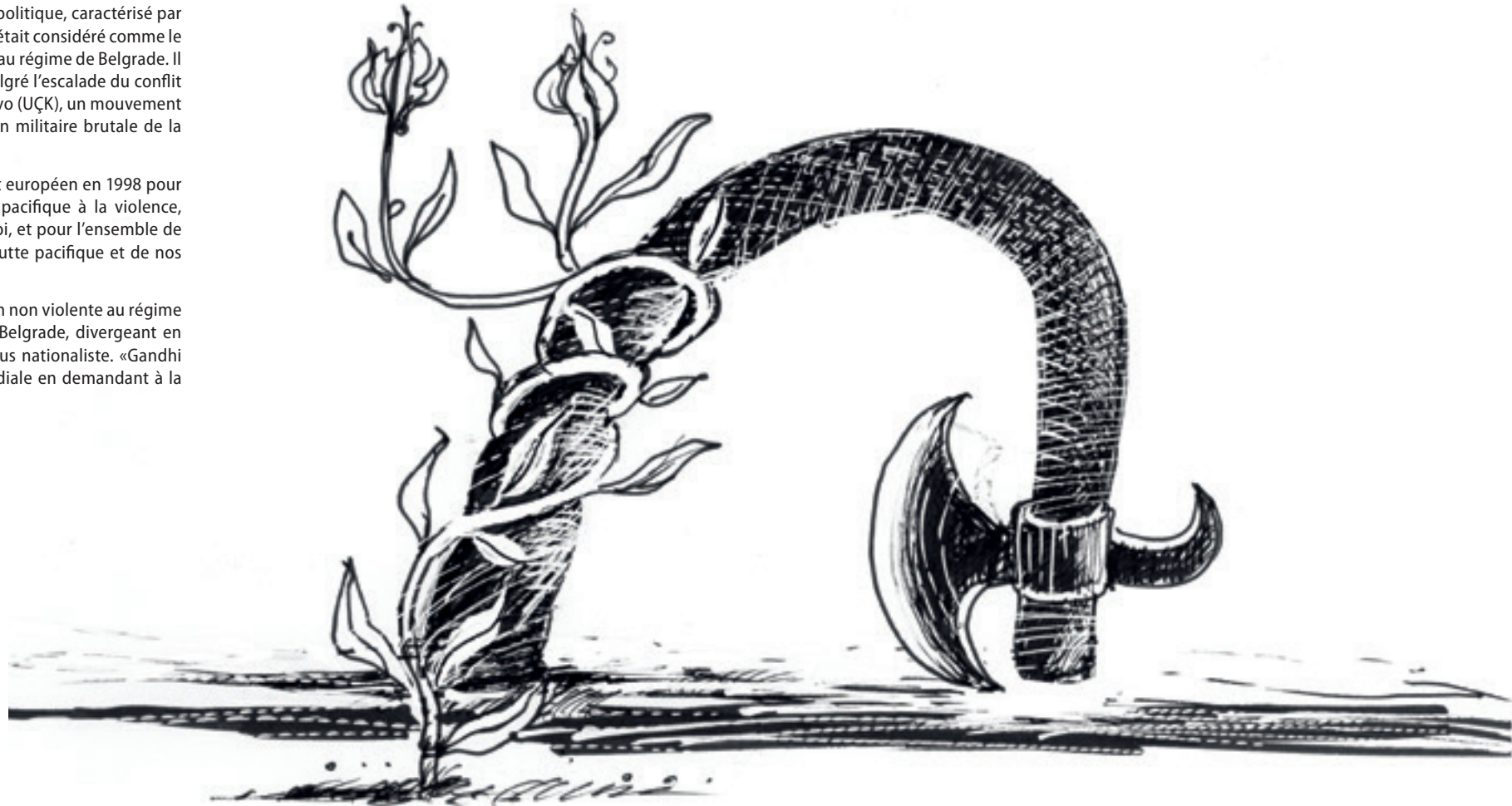
En acceptant le prix Sakharov décerné par le Parlement européen en 1998 pour son engagement envers le principe de la résistance pacifique à la violence, Ibrahim Rugova a déclaré: «Ce prix représente pour moi, et pour l'ensemble de la population du Kosovo, la reconnaissance de notre lutte pacifique et de nos sacrifices.»

Il n'a jamais dévié de sa position, fondée sur l'opposition non violente au régime serbe, et s'est toujours montré prêt à dialoguer avec Belgrade, divergeant en cela de son principal rival politique, Adem Demaçi, plus nationaliste. «Gandhi des Balkans», il s'est employé à gagner l'opinion mondiale en demandant à la communauté internationale de protéger le Kosovo.

Le 18 mars 1999, Ibrahim Rugova, en sa qualité de négociateur principal pour le Kosovo, a signé l'accord de paix de Rambouillet, conclu grâce à une médiation internationale, mais le refus de Belgrade de le signer conduit l'OTAN à lancer des opérations de frappes aériennes. Lors du passage du Kosovo sous administration des Nations unies, en 1999, Ibrahim Rugova a brièvement quitté le pays pour l'Italie, avant de revenir sur la scène politique kosovare où il a partagé le pouvoir avec les commandants de l'UÇK, devenus les dirigeants du Parti démocratique.

Réélu président en 2002, il a occupé cette fonction jusqu'à sa mort, en 2006, d'un cancer du poumon, quelques jours seulement avant l'ouverture des négociations sur le statut définitif du Kosovo.

Pour beaucoup, il demeure le «Père de la Nation» kosovare.



SALIMA GHEZALI est une journaliste, écrivain et militante algérienne engagée dans la défense des droits des femmes et de la démocratie en Algérie. Durant la guerre civile algérienne, ses prises de position pacifistes courageuses sont attaquées tant par le gouvernement que par les islamistes, et l'hebdomadaire *La Nation*, qu'elle dirige, est fermé par les autorités.

Aujourd'hui présidente de l'Association pour l'émancipation des femmes, Salima Ghezali est engagée depuis les années quatre-vingt dans le mouvement féministe algérien, notamment en tant que membre fondatrice de Femmes d'Europe et du Maghreb et rédactrice en chef du magazine féminin *NYSSA*, qu'elle a fondé.

En 1994, cette enseignante devenue journaliste prend la direction de l'hebdomadaire francophone *La Nation*, le plus lu d'Algérie. Jusqu'à sa fermeture en 1996, cette publication est la seule à critiquer tout aussi bien l'action du gouvernement que celle des groupes islamistes et à plaider en faveur d'un dialogue politique entre tous les belligérants, ainsi qu'en faveur des droits de l'homme et de la liberté d'expression pour tous; en 1991, en effet, après l'annulation des premières élections multipartites depuis l'indépendance, par peur d'une victoire du Front islamique du salut (FIS), une guerre civile a éclaté en Algérie, qui a duré onze ans et coûté la vie à des dizaines de milliers de personnes.

Lorsque l'engagement courageux de Salima Ghezali pour la défense de la liberté d'expression et en faveur des droits des femmes est distingué par le Parlement européen, en 1997, la communauté des militants des droits de l'homme en Algérie, dont elle fait partie, «semble petite et impuissante». Lors de la remise du prix Sakharov, Salima Ghezali attire l'attention sur la situation dramatique de l'Algérie, en guerre depuis plusieurs années, où des millions d'hommes, de femmes et d'enfants vivent dans la peur parce qu'«une double terreur leur dénie la première des libertés, celle de vivre libres».

En 2011, lorsque l'éveil du Printemps arabe secoue les pays voisins, Salima Ghezali relance en ligne la parution de *La Nation* car, écrit-elle, «nous ne pouvons être indifférents à la dynamique des jeunes du monde arabe qui luttent pour leur dignité et leur liberté. Nous ne pouvons être indifférents à ce qui se passe dans notre pays. Nous voulons le bonheur du peuple algérien, car il le mérite. Nous voulons des institutions fortes, de meilleures ressources humaines dans une véritable démocratie et l'État de droit».

Depuis 2000, Salima Ghezali est également engagée politiquement au sein du Front des forces socialistes (FFS) et travaille comme conseillère du dirigeant historique du FFS, Hocine Aït Ahmed. Avec Nurit Peled et Taslima Nasreen, deux autres lauréates du prix Sakharov, elle a publié une tribune invitant les dirigeants et représentants de l'Union européenne à s'engager activement et ouvertement pour que l'Autorité palestinienne devienne membre de la Cour pénale internationale (CPI).

Salima Ghezali travaille avec le Parlement et le réseau du prix Sakharov pour défendre les droits de l'homme, en particulier la liberté d'expression.



WEI JINGSHENG, le «père du mouvement démocratique chinois» vit en exil, mais demeure un leader actif de l'opposition au régime communiste en Chine.

Il est l'auteur d'un recueil d'articles intitulé *Le Courage d'être seul: lettres de prison et autres écrits*, rédigé en prison sur du papier hygiénique et aujourd'hui publié dans plus d'une douzaine de langues.

Par deux fois, il a été condamné à des peines de prison, pour un total de 29 ans, et il a passé plus de 18 ans en détention, en raison de ses activités militantes et de ses écrits en faveur de la démocratie, dont son essai fondateur de 1978 intitulé *La Cinquième Modernisation: la démocratie*. Celui-ci avait pour point de départ une simple affiche fixée sur le Mur de la démocratie, à Pékin, sur lequel des travailleurs, des artistes et des intellectuels avaient exercé leur liberté d'expression. Il a fait sensation, non seulement parce qu'il s'attaquait ouvertement à la «dictature populaire démocratique» des communistes, mais aussi parce que Wei Jingsheng avait osé le signer de son vrai nom et y laisser ses coordonnées.

Dans *Exploration*, une revue clandestine fondée et éditée par lui, Wei Jingsheng a publié en 1979 un article intitulé «Démocratie ou nouvelle dictature?», dans lequel il qualifiait Deng Xiaoping, qui dirigeait alors la Chine communiste, de nouveau dictateur. Arrêté quelques jours plus tard, il fut reconnu coupable de «contre-révolution» et emprisonné quinze ans. Après un séjour dans le couloir de la mort, il fut placé à l'isolement, puis envoyé en camp de travail sous haute surveillance jusqu'en 1993, date de sa libération en raison de la décision de la Chine de se porter candidate à l'organisation des jeux Olympiques de 2000.

Arrêté une nouvelle fois moins de six mois après sa libération, Wei Jingsheng fut jugé, reconnu coupable de «contre-révolution» et condamné à une nouvelle peine de quatorze années de prison.

Lorsque le prix Sakharov lui a été décerné, en 1996, il était toujours en prison. En 1997, après de multiples pressions internationales, entre autres de Bill Clinton, président des États-Unis, Wei Jingsheng a été extrait de sa cellule et expulsé sans tarder vers les États-Unis. Il affirme qu'il n'a pas été libéré, mais que son exil constitue plutôt une nouvelle sanction. De Washington, Wei Jingsheng dirige la Wei Jingsheng Foundation, l'Overseas Chinese Democracy Coalition et l'Asia Democracy Alliance et continue de se faire l'avocat de la démocratie et des droits de l'homme en Chine.

Participant actif aux conférences du réseau du prix Sakharov, il réclame dans ses interventions un soutien européen et international pour la libération des défenseurs des droits de l'homme incarcérés en Chine.



En 1991, LEYLA ZANA devient la première femme kurde élue au Parlement turc. Par la suite, elle passera plus de dix années en prison en raison de son militantisme politique en faveur de la cause kurde.

En juin 2015, elle marque une nouvelle fois l'Histoire, lorsque le parti politique dont elle est membre devient le premier parti favorable à la cause kurde à obtenir des sièges à l'Assemblée nationale de Turquie, sur un programme en faveur de la paix et de l'intégration des minorités. Elle se représente aux élections qui se dérouleront en novembre 2015, organisées en raison de l'impossibilité de former un gouvernement dans les délais impartis.

Née en 1961, elle épouse à 14 ans le maire de Diyarbakir, Mehdi Zana, que le régime militaire emprisonne pour des raisons politiques dans les années 80. Ayant pris la tête d'un mouvement de protestation de familles de prisonniers, interdites de rendre visite à leurs proches incarcérés, Leyla Zana est emprisonnée pendant deux mois. Elle apprend le turc à ce moment-là, afin de rendre visite à son mari en prison, car les forces de sécurité molestent ceux qui parlent kurde. Leyla Zana, après avoir entamé sa scolarité à l'âge de 23 ans, obtient ses diplômes d'études primaires et secondaires en trois ans, ce qui lui vaut de jouer un rôle de dirigeante, sans l'avoir réclamé.

Après son élection à l'Assemblée nationale de Turquie, à une écrasante majorité, elle déclare en kurde, lors de sa prestation de serment, alors que l'usage de cette langue dans un espace public est encore un délit: «Je prête ici serment pour la fraternité entre le peuple turc et le peuple kurde.». Ce geste lui vaut le retrait de son immunité parlementaire en 1994 et une condamnation à quinze ans de prison pour «trahison et appartenance à la branche armée du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)». En entendant la sentence, Leyla Zana déclare: «Je réfute l'ensemble de ces accusations. Si elles étaient fondées, j'en assumerais la responsabilité, fût-ce au prix de ma vie. Je défends la démocratie, les droits de l'homme et la fraternité entre les peuples. Je continuerai à le faire aussi longtemps que je vivrai.». En 1995, elle est choisie comme lauréate du prix Sakharov du Parlement européen en reconnaissance de son combat pacifique pour les droits de l'homme et la dignité humaine du peuple kurde.

Ce n'est qu'en 2004 que Leyla Zana peut enfin s'exprimer devant le Parlement européen, après avoir été libérée pour des raisons de procédure, à la suite d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme et sous la pression internationale.

Bien que poursuivie dans plusieurs affaires, Leyla Zana n'a depuis lors plus été incarcérée. En 2014, la Cour suprême d'appel a jugé qu'il n'existait pas de preuves crédibles de son appartenance au PKK.

Interdite en 2009, et pour cinq ans, d'adhérer à un parti politique, Leyla Zana n'en est pas moins réélue comme indépendante en 2011. L'interdiction qui pesait sur elle ayant expiré, elle adhère en 2014 au Parti démocratique des peuples (HDP), qui, en juin 2015, est devenu le premier parti favorable à la cause kurde à franchir le seuil de 10 % permettant d'être représenté au Parlement.

Leyla Zana prend une part active aux négociations de paix qui conduiront Abdullah Öcalan, le dirigeant du PKK, à lancer en 2013 son appel historique demandant à son parti de passer de la résistance armée à une lutte politique démocratique après trois décennies de conflit. Lorsque le cessez-le-feu est rompu à l'approche des deuxièmes élections de 2015, elle appelle à la fin du massacre. Leyla Zana coopère activement avec le Parlement européen et le réseau du prix Sakharov.



En 2015, l'écrivain bangladaise en exil **TASLIMA NASREEN** a gagné les États-Unis, après avoir été menacée de mort par des extrémistes d'Al-Qaïda dans le contexte du meurtre brutal de trois blogueurs laïques au Bangladesh, au premier semestre 2015.

Taslina Nasreen vivait jusque-là en exil en Inde, car elle avait déjà été chassée de son pays par des extrémistes religieux, en raison de ses écrits et de ses opinions laïques.

Née au Bangladesh en 1962, Taslima Nasreen a commencé à écrire à l'âge de treize ans. Elle est aujourd'hui connue pour ses travaux marquants sur l'oppression des femmes et sa critique inflexible de la religion, malgré un exil forcé et de nombreuses fatwas émises à son encontre appelant à la tuer. Elle a obtenu de nombreuses distinctions en tant qu'auteur, et ses écrits ont été traduits dans trente langues.

Également médecin, humaniste laïque et engagée dans la défense des droits de l'homme, Taslima Nasreen vit intensément son identité bengali. Cependant, certains de ses ouvrages sont interdits au Bangladesh en raison de ses convictions et de ses idées, et elle est elle-même interdite de résidence au Bengale. Avant de s'installer aux États-Unis, elle vivait à New Delhi, après avoir été chassée en 2011 de la région indienne du Bengale-Occidental, qu'elle considère comme sa deuxième patrie, par une fatwa émise par des religieux de Calcutta.

Lorsqu'elle a reçu le prix Sakharov, en 1994, elle avait déjà trouvé refuge en Europe, vivant en exil en France et en Suède. Dans son discours prononcé lors de la remise du prix, elle a déclaré qu'elle était originaire d'une région du monde où les tensions sociales et les difficultés que rencontre la population sont insoutenables et qu'en tant qu'écrivain, il lui était impossible de fermer les yeux sur les souffrances quotidiennes et la famine.

Militante contre l'extrémisme religieux de toute confession, Taslima Nasreen coopère avec le Parlement et le réseau du prix Sakharov pour la liberté d'expression et de croyance et a lancé un appel pressant à soutenir les mouvements laïques du Bangladesh afin de lutter contre la montée du fondamentalisme islamique. Avec Nurit Peled et Salima Ghezali, deux autres lauréates du prix Sakharov, elle a également publié une tribune pour inviter les dirigeants et représentants de l'Union à s'engager activement et ouvertement pour que l'Autorité palestinienne devienne membre de la CPI.

En 2015, au lendemain de l'attentat de Paris contre *Charlie Hebdo*, elle a publié un texte affirmant la nécessité d'une réforme et d'une modernisation de l'islam. Elle y estimait que «les principes de la liberté d'expression seuls ne suffisent pas. Il faut déterminer quel mantra pousse les terroristes à passer à l'acte et à prendre les armes. Il est important de stopper l'endoctrinement des enfants par des croyances religieuses irrationnelles, que ce soit chez eux ou dans des institutions, comme les madrasa ou les mosquées».



OSLOBODJENJE est un quotidien de Bosnie-Herzégovine, dont le nom signifie «libération». Pendant la guerre d'ex-Yougoslavie, et notamment entre 1992 et 1996, où la rédaction parvient à le faire paraître tous les jours, à une exception près, il représente une bouée de sauvetage pour les personnes prisonnières du siège de Sarajevo.

À *Oslobodjenje* travaillent des Bosniaques, des Serbes de Bosnie et des Croates de Bosnie. Quand la guerre éclate, la possibilité leur est offerte de quitter le journal, mais tous décident de rester. Ils luttent pour préserver l'unité et la diversité ethnique de leur ville et de leur pays, contre la propagande de la Grande Serbie, qui affirme qu'il est impossible pour des Serbes, des Croates et des Musulmans de vivre ensemble pacifiquement.

À la fin de la guerre, sur les 75 journalistes qui ont courageusement risqué leur vie chaque jour, 5 sont morts et 25 ont été blessés. Tous ont vécu des drames personnels, notamment la mort d'êtres chers, et ont été traumatisés par les massacres dont ils ont été témoins au quotidien.

Pendant le siège, les locaux d'*Oslobodjenje*, situés dans l'une des zones de combat les plus dangereuses de Sarajevo, sont complètement détruits. Le personnel emménage alors dans un abri antiaérien, tirant son électricité tant bien que mal de vieux moteurs de Lada. Pour aller au travail, les employés doivent traverser chaque jour l'«allée des snipers» et passent si près des mitrailleurs qu'ils les entendent parler et chanter.

«Nous agissions contre la mort et contre la partition, voire la disparition complète de la carte, de la Bosnie-Herzégovine», dira Zlatko Dizdarević, l'un des rédacteurs.

L'équipe d'*Oslobodjenje* fait de son travail quotidien une œuvre de résistance. Les journalistes livrent eux-mêmes les journaux quand les livreurs s'y refusent en raison du danger et, quand le réseau de sept cents kiosques répartis à travers la Bosnie est détruit, les pages du journal sont découpées et envoyées par fax, puis recollées, afin que les citoyens puissent les lire dans d'autres villes bouleversées par les combats, telles que Mostar.

En 1993, les rédacteurs d'*Oslobodjenje* reçoivent le Prix des rédacteurs internationaux de l'année de la *World Press Review* pour leur «bravoure, [leur] ténacité et [leur] dévouement à la cause du journalisme», une distinction bientôt suivie de plusieurs autres prix journalistiques. En 2006, le quotidien est racheté par deux des plus grandes sociétés de la ville. Aujourd'hui, son site internet affirme que si l'organisation du journal a beaucoup changé, son «engagement pour la liberté et la justice reste fort».

Lors des conférences du réseau du prix Sakharov, *Oslobodjenje* est représenté par sa rédactrice en chef, Vildana Selimbegović. Celle-ci faisait déjà partie de l'équipe du journal pendant la guerre et, bien que marquée par cette expérience, elle poursuit son travail avec passion.



L'association des **MÈRES DE LA PLACE DE MAI** est née de l'engagement de mères argentines à la recherche de leurs enfants «disparus» durant la «guerre sale» en Argentine (1976-1983), lors de laquelle le régime militaire a enlevé, torturé et assassiné des milliers d'opposants politiques, volé les enfants que portaient les prisonnières et fait disparaître jusqu'à la moindre trace de ses victimes.

Les Mères de la place de Mai, pour la plupart des femmes au foyer non politisées, ont été les seules à oser protester lorsque la dictature était à son zénith et, après la chute du régime, ce sont encore elles qui ont obtenu que les militaires impliqués soient traduits devant la justice, qui a établi la culpabilité de centaines d'entre eux. Le mouvement a été lancé le 30 avril 1977, date à laquelle quatorze mères ont tenu leur premier rassemblement sur la place de Mai, devant la Casa Rosada, le palais présidentiel. Sommées de se disperser, ces femmes courageuses ont commencé à faire lentement le tour de la place, se tenant par le bras deux par deux. Le mouvement de protestation a été rejoint par de nouvelles mères et a grossi de semaine en semaine, au fil des «disparitions» de militants de gauche et de personnes accusées de collaborer avec eux.

Coiffées de leurs emblématiques foulards blancs, montrant les photos et les noms de leurs enfants disparus et réclamant leur retour, les Mères ont commencé à attirer l'attention internationale. Pour les arrêter, le régime fit assassiner trois des fondatrices du mouvement. En décembre 1977, Azucena Villaflor de Vincenti, Mary Ponce de Bianco et Esther Ballestrino de Careaga furent enlevées, torturées, puis jetées vivantes à la mer depuis un avion. D'autres Mères furent molestées et détenues, mais elles poursuivirent leur résistance pacifique. Lorsque les violations massives des droits de l'homme, la débâcle économique et la défaite dans la guerre des Malouines provoquèrent l'effondrement du régime militaire, en 1983, les Mères entreprirent de porter une nouvelle revendication: la justice.

Le mouvement des Mères de la place de Mai, y compris le groupe des fondatrices, s'est scindé en 1986 entre, d'un côté, la ligne fondatrice, qui donnait la priorité aux questions législatives et au retour des restes des disparus, et, de l'autre, l'Association, plus radicale et plus politisée, qui refusait de reconnaître que les enfants disparus étaient morts tant que tous les coupables n'auraient pas été traduits en justice.

Lorsque, en 1992, le Parlement a décerné le prix Sakharov aux Mères de la place de Mai, l'Association se battait encore farouchement contre la fin des procès visant les crimes commis durant la dictature.

Hebe de Bonafini, qui avait été élue présidente des Mères en 1979, avant leur division, et dirige aujourd'hui encore l'Association, a accepté le prix Sakharov au nom des enfants des Mères «qui furent les premiers à se battre pour la liberté». Les Mères ont utilisé le prix pour financer plusieurs initiatives sociales, notamment l'Universidad Popular Madres de Plaza de Mayo, et Hebe de Bonafini a participé à la conférence constitutive du réseau du prix Sakharov en 2008.

L'Association et la ligne fondatrice soutiennent toutes deux les poursuites engagées par le gouvernement argentin actuel contre des auteurs présumés de crimes contre l'humanité.

Chaque jeudi, les Mères continuent de faire le tour de la place de Mai, accompagnées d'une foule de partisans, et des questions restées sans réponses sur le sort de leurs enfants disparus.

1992

LES MÈRES
DE LA PLACE
DE MAI



ADEM DEMAÇI est un symbole de la lutte pour l'indépendance du Kosovo. Homme politique de premier plan, actif pendant de longues années, il a également été longtemps détenu pour des motifs politiques et a passé au total vingt-huit années derrière les barreaux pour avoir dénoncé le traitement réservé à la communauté albanaise et pour avoir critiqué le communisme sous le dictateur yougoslave Josip Broz Tito.

Né en 1936 à Priština, au Kosovo, Adem Demaçi publie ses premières nouvelles alors qu'il est encore lycéen. Il étudie ensuite la littérature, le droit et les sciences de l'éducation et publie, entre 1953 et 1958, environ vingt nouvelles, ainsi qu'un roman intitulé *Gjarpinjtë e gjakut* (Les Serpents de sang), une plongée dans les vendettas sanglantes du Kosovo et de l'Albanie, qui lui vaut la notoriété littéraire. C'est également pour ses écrits qu'Adem Demaçi est arrêté, une première fois, en 1958. Jusqu'en 1990, il passe une grande partie de sa vie en prison pour avoir défendu les droits fondamentaux de la population albanaise du Kosovo et dévoilé l'amère vérité sur l'oppression par le pouvoir serbe des deux millions d'Albanais du Kosovo. La communauté des défenseurs des droits de l'homme reconnaît en lui un prisonnier d'opinion et lui donne bientôt le surnom de «Mandela des Balkans». Après sa libération, Adem Demaçi assure la présidence du Conseil pour la défense des droits de l'homme et des libertés.

En 1991, le Parlement européen lui décerne le prix Sakharov en reconnaissance de son intégrité dans son opposition à un «régime autoritaire et intolérant». Lors de la cérémonie de remise du prix, Adem Demaçi rend hommage au peuple kosovar et déclare que «la liberté de parole est la première étape, et une étape essentielle, vers la démocratie. Sans liberté de parole, il n'y a pas de dialogue; sans dialogue, il est impossible de découvrir la vérité et sans vérité, le progrès est impossible».

En 1996, Adem Demaçi entame une carrière politique, en adhérant au Parti parlementaire du Kosovo dont il devient le président. Il appelle à s'opposer ouvertement au régime serbe, en faisant valoir que la non-violence n'est pas synonyme de passivité. Il lance une campagne retentissante, bien que non violente, de protestation contre le pouvoir serbe, en appelant les Kosovars à s'immobiliser dans les rues, à une heure donnée, durant une minute.

Lors des élections clandestines programmées pour 1998, Adem Demaçi, qui dirige alors le deuxième parti politique du Kosovo par la taille, refuse de faire campagne contre son principal rival, Ibrahim Rugova, car il pressent qu'il serait déplacé de «se livrer à des jeux politiques» alors que le conflit armé s'exacerbe avec la Serbie, qui sévit contre le Kosovo.

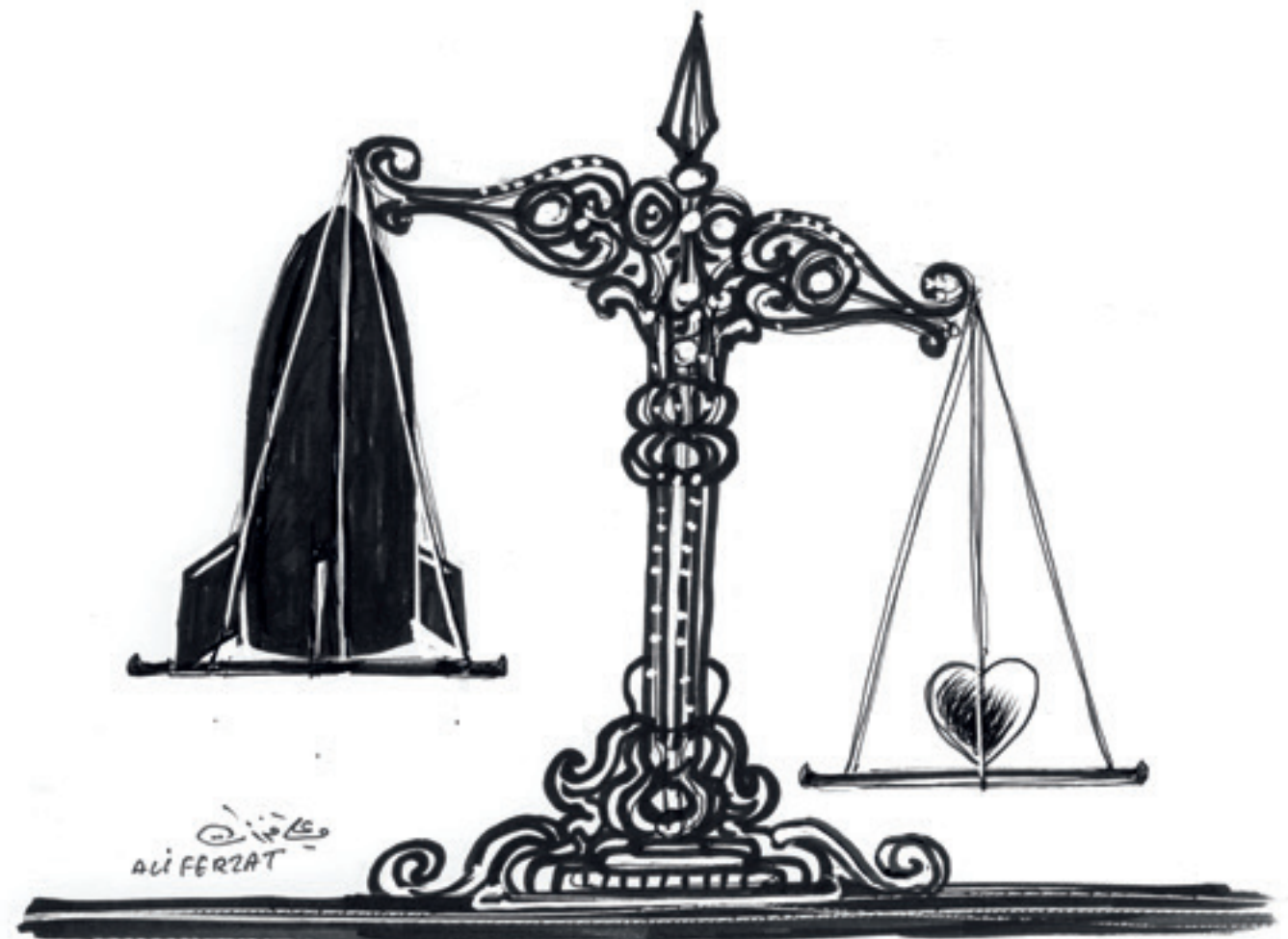
Adem Demaçi rejoint en 1998 l'Armée de libération du Kosovo (UÇK), dont il devient le représentant politique, après être parvenu à la conclusion que la politique de non-violence ne permettrait pas au peuple kosovar d'obtenir sa liberté et que les Kosovars avaient le droit de résister à la répression brutale dont ils étaient victimes.

Il la quitte cependant en 1999 pour protester contre la décision de celle-ci de participer aux négociations de paix de Rambouillet destinées à mettre un terme au conflit avec la Serbie. Adem Demaçi critique en effet l'accord proposé, dont il estime qu'il ne garantira pas l'indépendance du Kosovo.

Adem Demaçi demeure au Kosovo tout au long du conflit, qui reprend après l'échec des négociations en 1999, et dénonce le départ du pays des autres dirigeants politiques, dont Ibrahim Rugova, en ce moment historique. Il a décrit le Kosovo pendant la guerre comme «la plus grande prison d'Europe». Par deux fois, il est arrêté par les autorités serbes.

Après la guerre, il se consacre principalement à la réconciliation ethnique et au retour des réfugiés. Il devient président du Comité pour la compréhension mutuelle, la tolérance et la coexistence, qui rassemble tous les groupes ethniques du Kosovo, «parce que le Kosovo appartient à tous» et que «nous voulons une société libre, démocratique et multiethnique». Il demeure une voix écoutée sur la scène politique kosovare et, en 2015, plaide pour une réforme du système électoral, dans le contexte de la reprise des négociations entre Priština et Belgrade.

Adem Demaçi a participé à la conférence constitutive du réseau du prix Sakharov en 2008.





AUNG SAN SUU KYI, figure de proue de la lutte pour la démocratie au Myanmar/en Birmanie se voit décerner le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit en 1990. Elle ne sera en mesure de le recevoir en personne que vingt-trois ans plus tard, le 22 octobre 2013.

Lors d'une cérémonie officielle au Parlement européen, face aux représentants élus des vingt-huit États membres, la militante, si longtemps emprisonnée pour raisons politiques, délivre un vibrant plaidoyer en faveur des valeurs démocratiques, en soulignant que la transition de la Birmanie dans cette direction est loin d'être achevée. La Constitution actuelle, déclare-t-elle, donne un rôle privilégié à l'armée, qu'il convient de réviser pour garantir le droit des citoyens de Birmanie à «vivre conformément à leurs convictions» et à «définir eux-mêmes leur destin». Elle demande le soutien de la communauté internationale afin de maintenir l'aide à l'instauration de la démocratie et des droits de l'homme en Birmanie, et adresse ses remerciements au Parlement européen pour le soutien constant qu'il a apporté à sa cause.

Fille d'Aung San, héros national de l'indépendance de la Birmanie, assassiné alors qu'elle avait deux ans, et de Khin Kyi, une diplomate birmane de premier plan, Aung San Suu Kyi est témoin, en 1988, de la répression brutale de manifestants opposés au régime militaire de Ne Win, alors qu'elle rentre en Birmanie pour prendre soin de sa mère mourante. Ce sont ces massacres qui conduisent Aung San Suu Kyi, surnommée «La Dame de Rangoun», à entamer une lutte non violente en faveur de la démocratie et des droits de l'homme. En 1990, elle conduit son parti, la Ligue nationale pour la démocratie, à une victoire écrasante aux élections. Or, la junte militaire non seulement refuse de se retirer du pouvoir, mais fait aussi subir arrestations et représailles sanglantes aux partisans de la Ligue.

Pendant les vingt années qui suivent, Aung San Suu Kyi passe la majeure partie de son temps en prison ou assignée à résidence. En outre, pendant cette période, les autorités refusent d'accorder à son mari, de nationalité britannique, un visa pour qu'il puisse lui rendre visite au Myanmar, en dépit du fait qu'il est atteint d'un cancer. Consciente du fait qu'elle ne serait pas autorisée à revenir, elle résiste aux pressions exercées sur elle pour qu'elle quitte le pays et ne reverra plus son mari, qui meurt en 1999. En 2010, au moment des premières élections organisées au Myanmar depuis vingt ans, «The Lady» est toujours assignée à résidence. Elle est toutefois libérée six jours après le scrutin.

Aung San Suu Kyi se présente aux élections législatives partielles, en avril 2012, lors desquelles son parti obtient 43 des 45 sièges vacants, ce qui fait d'elle la chef de file de l'opposition parlementaire, à l'heure où le pays entame une série de réformes démocratiques. En tant que figure de premier plan de l'opposition, Aung San Suu Kyi se bat pour une réforme de la Constitution birmane afin de pouvoir se présenter à l'élection présidentielle, ce qui est aujourd'hui interdit aux personnes ayant un lien étroit avec des ressortissants étrangers. Or, les fils d'Aung San Suu Kyi sont de nationalité britannique.

Son projet de se présenter aux élections prévues en novembre 2015 est contrecarré par un vote du Parlement birman, en juin 2015, qui rejette la réforme constitutionnelle proposée, alors que les observateurs donnent son parti, la Ligue nationale pour la démocratie, favori.

ALEXANDER DUBČEK (1921-1992) a été la figure de proue du mouvement réformateur connu sous le nom de Printemps de Prague, dans la Tchécoslovaquie de 1968.

Né dans une famille engagée dans l'édification du socialisme en Union soviétique, il rejoint secrètement, en 1939, le Parti communiste et la résistance clandestine contre l'État slovaque partisan de l'Allemagne nazie.

En 1968, Alexander Dubček, fervent communiste, devient premier secrétaire du Parti communiste de Tchécoslovaquie et s'emploie à libéraliser le régime communiste. Il entame une série de réformes afin d'octroyer plus de liberté d'expression à la presse, de réhabiliter les victimes des purges politiques de l'ère stalinienne, de remanier le secteur économique et de lancer une démocratisation à grande échelle de la vie politique en Tchécoslovaquie. Mais ses réformes inquiètent Moscou, et ses efforts pour humaniser le socialisme sont brisés le 21 août 1968 par l'entrée en Tchécoslovaquie des chars du Pacte de Varsovie, qui prennent le contrôle de Prague. Alexander Dubček est enlevé par le KGB, emmené au Kremlin et détenu pendant une courte période.

En 1970, il est accusé de trahison, destitué de toutes ses fonctions et exclu du Parti communiste de Tchécoslovaquie. Pendant quinze ans, sa vie est celle d'un travailleur ordinaire, et ce n'est qu'en 1988 qu'il renoue avec la vie politique en s'engageant dans la défense des droits civiques.

Quand il reçoit le prix Sakharov, le 22 novembre 1989, Alexander Dubček est encore un citoyen privé de ses droits fondamentaux (*). Quelques jours plus tard, cependant, le 28 novembre, le Parti communiste de Tchécoslovaquie est renversé par la Révolution de velours et se retire du pouvoir.

«Je suis convaincu que le "souffle de liberté" dont ont bénéficié les Tchèques et les Slovaques quand Alexander Dubček était à leur tête a été le prélude aux révolutions pacifiques qui ont lieu aujourd'hui en Europe de l'Est et en Tchécoslovaquie même», écrivait Andreï Sakharov dans une lettre au Parlement européen, le 10 décembre 1989, quatre jours avant sa mort.

Après la Révolution de 1989 en Tchécoslovaquie, Alexander Dubček est élu président de l'Assemblée fédérale, poste qu'il occupera de 1989 à 1992. Dans son discours au Parlement européen pour la remise du prix Sakharov, en janvier 1990, Alexander Dubček observe: «Même aux moments les plus difficiles de leur histoire, les nations qui constituent mon pays n'ont jamais cessé de penser qu'elles participaient à la grande lutte de l'humanité pour la liberté» et note qu'entre le Printemps de Prague et la Révolution de velours, «les idéaux de liberté, de souveraineté et de justice sociale sont restés vivaces».

Alexander Dubček décède en 1992 dans un accident de la route.



(* Les 25 ans du prix Sakharov. Le Parlement européen pour la liberté de pensée. Les Cahiers du Cardoc n° 11, Centre archivistique et documentaire, Parlement européen, novembre 2013, p. 55.

«La vie héroïque et les actions d'ANATOLI MARTCHENKO représentent une contribution considérable aux causes de la démocratie, de l'humanisme et de la justice.» Ainsi s'exprimait Andreï Sakharov lui-même dans une lettre adressée au Parlement pour lui recommander de décerner le prix à Anatoli Martchenko. Anatoli Martchenko (1938-1986) est l'un des plus célèbres dissidents de l'ex-Union soviétique. Il est mort dans la prison de Tchistopol, à l'issue d'une grève de la faim de trois mois dont le but était d'obtenir la libération de tous les prisonniers d'opinion soviétiques. Mort à l'âge de seulement quarante-huit ans, Anatoli Martchenko a passé plus de vingt années de sa vie en prison ou en déportation en Union soviétique. L'indignation internationale à l'annonce de sa mort a fortement pesé dans la décision de Mikhaïl Gorbatchev, secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique, d'autoriser la libération d'un grand nombre de prisonniers politiques en 1987.

C'est avec *Mon témoignage*, un ouvrage autobiographique écrit en 1966 et relatant son séjour en prison et dans les camps de travail soviétiques, qu'Anatoli Martchenko acquiert la notoriété. Cet ouvrage, copié à la main par des dissidents dans la clandestinité, puis publié à l'Ouest, a été le premier à évoquer les camps et les prisons de l'ère poststalinienne et à révéler ainsi au monde entier que les goulags n'avaient pas disparu avec Staline.

Sa publication conduit de nouveau son auteur en prison pour propagande antisoviétique, mais avant sa nouvelle réincarcération, en 1968, Anatoli Martchenko se déclare ouvertement dissident en dénonçant publiquement les conditions de détention des prisonniers politiques. Dans une lettre ouverte aux médias datée de juillet 1968, il affirme que l'Union soviétique ne permettra pas que le Printemps de Prague se poursuive. Sa prédiction est confirmée au mois d'août, lorsque les chars du Pacte de Varsovie envahissent la Tchécoslovaquie. Anatoli Martchenko, pour sa part, est de nouveau condamné à la prison, puis à la déportation.

Toutefois, plus il subit la répression, plus sa volonté d'agir s'intensifie. En 1976, il participe à la fondation de l'influent Groupe Helsinki de Moscou, avec Andreï Sakharov et Lioudmila Alexeïeva, l'actuelle dirigeante du mouvement. L'organisation est vouée à contrôler le respect par l'Union soviétique des clauses relatives aux droits de l'homme de l'Acte final d'Helsinki de 1975, premier acte de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, dont l'objectif est d'améliorer les relations entre le bloc communiste et le monde occidental.

En 1980, Anatoli Martchenko est arrêté et incarcéré une dernière fois après la publication de son ultime ouvrage, *Живи как все* (*Vivre comme tout le monde*). Condamné à quinze ans d'emprisonnement, il meurt durant cette détention. Sa mort en prison n'a, du reste, jamais fait l'objet d'une enquête publique.

En 1988, le Parlement européen lui décerne à titre posthume le prix Sakharov, nouvellement créé, qui est reçu en son nom par son épouse, Larissa Bogoraz, elle-même militante et qui a figuré parmi les personnalités proposées pour le prix.



Selon les sondages d'opinion, les citoyens de l'Union européenne estiment que les droits de l'homme sont la valeur que le Parlement européen devrait défendre en priorité. Ancrés dans les traités de l'Union et la Charte des droits fondamentaux, ils font partie intégrante des politiques de l'Union en matière de relations extérieures, dont son plan d'action 2015-2020 en faveur des droits de l'homme et de la démocratie. Dans ses relations avec les pays tiers, l'Union doit promouvoir la démocratie, l'État de droit, l'universalité et l'indivisibilité des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le respect de la dignité humaine, les principes d'égalité et de solidarité et le respect des principes de la Charte des Nations unies et du droit international. Le Parlement européen joue un rôle central dans la défense et la promotion de la démocratie, de la liberté d'expression, de l'équité des élections et de l'universalité des droits de l'homme.

Outre l'attribution, chaque année, du prix Sakharov, le Parlement européen défend et promeut les droits de l'homme en adoptant des résolutions sur des situations d'urgence en matière de droits de l'homme, en publiant un rapport annuel sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde et la politique de l'Union européenne en la matière, en entretenant un dialogue et des relations diplomatiques au niveau parlementaire avec ses instances homologues et les autorités des pays tiers, en organisant des auditions en commission sur les questions de droits de l'homme et en participant à des missions d'observation électorale dans le monde entier.

Par les résolutions d'urgence sur les droits de l'homme qu'il adopte lors de chaque session plénière à Strasbourg, le Parlement européen attire l'attention et prend position sur des violations des droits de l'homme commises dans le monde. Il réaffirme également son opposition inflexible à la torture et à la peine de mort et son engagement indéfectible pour la protection des défenseurs des droits de l'homme, la prévention des conflits, la promotion des droits des femmes et des enfants, la protection des minorités, ainsi que la défense des droits des peuples indigènes et des droits des personnes handicapées sur l'ensemble du globe. Les résolutions du Parlement européen donnent souvent lieu à des démarches de la part du Conseil des ministres, de la Commission et du Service européen pour l'action extérieure, et ont parfois un effet immédiat sur les actions des gouvernements concernés.

Le Parlement exerce un contrôle sur les relations extérieures de l'Union et, en vertu de ses pouvoirs législatifs, peut bloquer la conclusion d'accords avec des pays tiers si des atteintes graves aux droits de l'homme et aux principes démocratiques y sont constatées. Le Parlement exige le strict respect des clauses relatives aux droits de l'homme systématiquement inscrites dans ces accords. Il a ainsi appelé, en avril 2011, l'Union européenne à suspendre les négociations en vue d'un accord d'association entre l'Union et la Syrie et, en septembre 2011, l'accord de coopération de l'Union avec la Syrie a été en partie suspendu «jusqu'à ce que les autorités syriennes mettent fin aux violations systématiques des droits de l'homme». Le conflit syrien se poursuit.

La politique étrangère et de sécurité commune et la politique de coopération au développement de l'Union ont notamment pour objectif «le développement et le renforcement de la démocratie et de l'État de droit, ainsi que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales». Cet objectif a été incorporé de manière explicite dans la législation, en grande partie grâce à l'action du Parlement européen. Le Parlement européen adopte chaque année un rapport

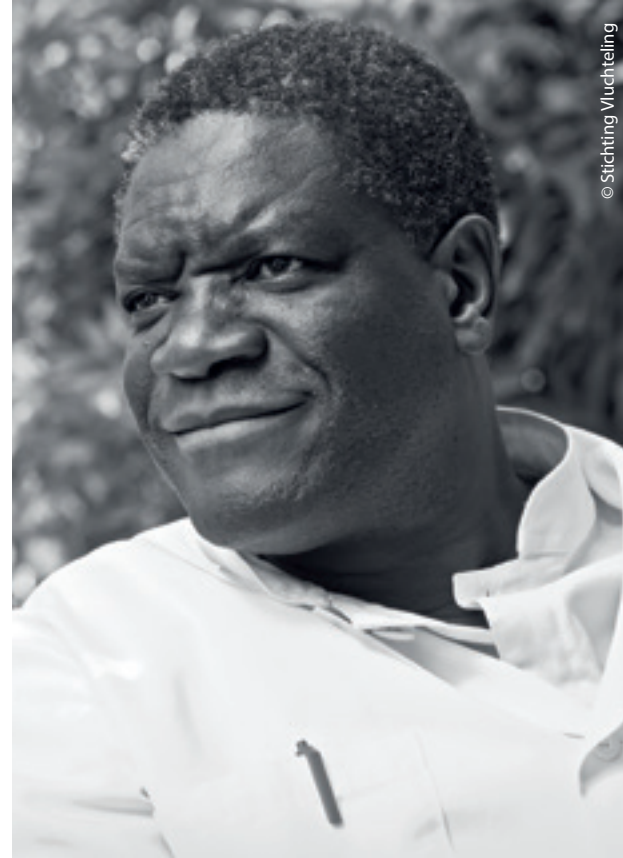
sur le rapport annuel au Parlement européen de la haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité relatif aux principaux aspects et aux choix fondamentaux de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'Union. Dans son examen de la PESC, le Parlement européen est particulièrement attentif aux questions de droits de l'homme. Dans son dernier rapport sur la PESC, il invite ainsi l'Union européenne à continuer de bâtir et «renforcer, à l'échelle mondiale et en collaboration avec ses partenaires, un ordre politique, économique et financier pluraliste qui obéisse à des règles, notamment le respect de l'État de droit et des droits de l'homme».

Au sein du Parlement, les travaux sur les droits de l'homme sont du ressort, en premier lieu, de la sous-commission des droits de l'homme (DROI), qui offre un espace de débats réguliers dans lequel députés, acteurs internationaux, experts et représentants de la société civile examinent les questions de droits de l'homme, proposent des réponses et évaluent les mesures prises aux niveaux européen et international. En outre, la sous-commission DROI rejoint ou convie fréquemment pour de tels débats d'autres commissions du Parlement européen. Ses rapports et ses résolutions sont adoptés par la commission des affaires étrangères, qui est la commission principale dont elle dépend. La commission du développement organise elle aussi régulièrement des débats sur les droits de l'homme dans les pays en développement. Par ailleurs, lors de leurs déplacements dans les pays, les délégations des commissions se penchent également sur les questions de droits de l'homme.

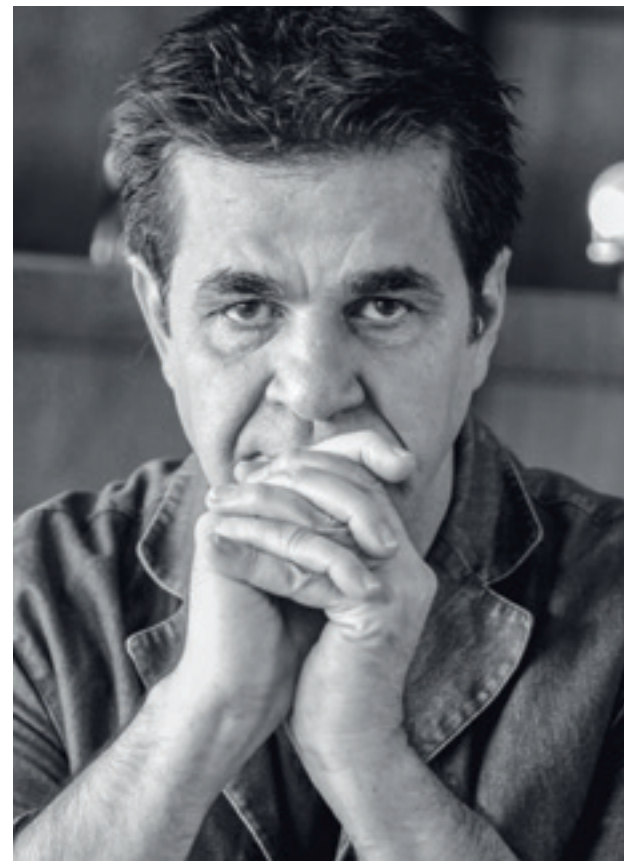
Le Parlement a renforcé son rôle dans la défense des droits de l'homme en soutenant la démocratie parlementaire et le dialogue politique parlementaire, en organisant, par l'intermédiaire de ses délégations permanentes, des auditions avec des représentants de la société civile de pays tiers et en envoyant des délégations ad hoc pour évaluer la situation des droits de l'homme sur le terrain. Les principales enceintes de dialogue politique entre le Parlement européen et les députés de pays ne faisant pas partie de l'Union européenne sont l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE, l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée, l'Assemblée parlementaire Europe-Amérique latine (Eurolat) et l'Assemblée parlementaire Euronest avec les partenaires d'Europe orientale.

Le Parlement européen a déjà fait usage de ses pouvoirs budgétaires afin d'accroître considérablement les ressources affectées aux programmes ayant trait à la démocratie et aux droits de l'homme et a lutté avec succès pour le maintien de l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH), instrument financier et politique essentiel pour soutenir les représentants de la société civile et les défenseurs des droits de l'homme, notamment lorsque leur vie est menacée.

Outre son action en faveur des droits de l'homme, le Parlement européen soutient la tenue d'élections libres et équitables dans les pays tiers, cette condition étant essentielle pour instaurer la démocratie, garantir la légitimité et raffermir la confiance des citoyens dans les institutions. Des députés au Parlement européen dirigent ou rejoignent régulièrement les missions d'observation électorale de l'Union, destinées à garantir le respect plein et entier du droit des peuples à choisir leurs dirigeants.



Raif Badawi
Denis Mukwege
Malala Yousafzai



Nasrine Sotoudeh
Jafar Panahi
Mohamed Bouazizi



Ali Ferzat
Asmaa Mahfouz



Ahmed Al-Senoussi
Razan Zaitouneh
Guillermo Fariñas



Razan Zaitouneh



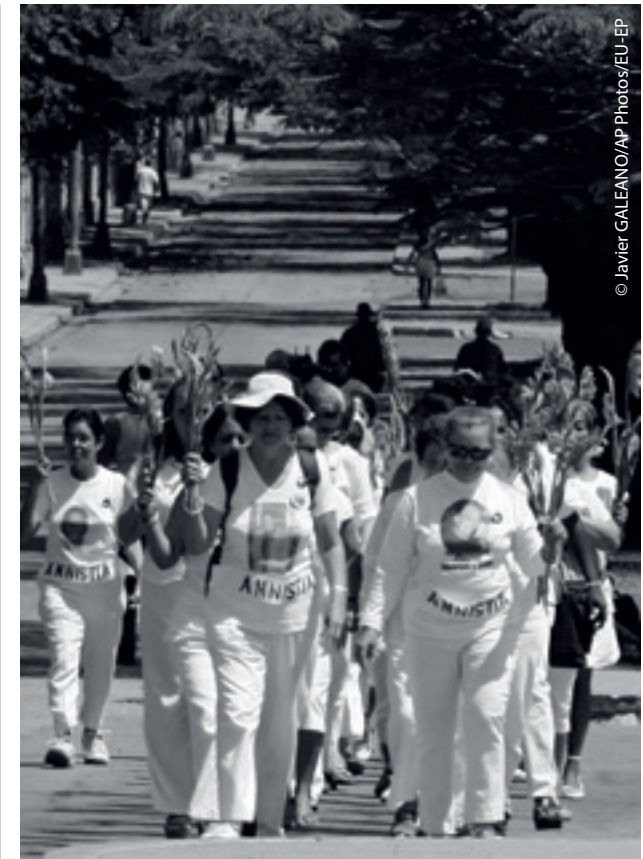


Memorial
Hu Jia
Salih Mahmoud Mohamed Osman



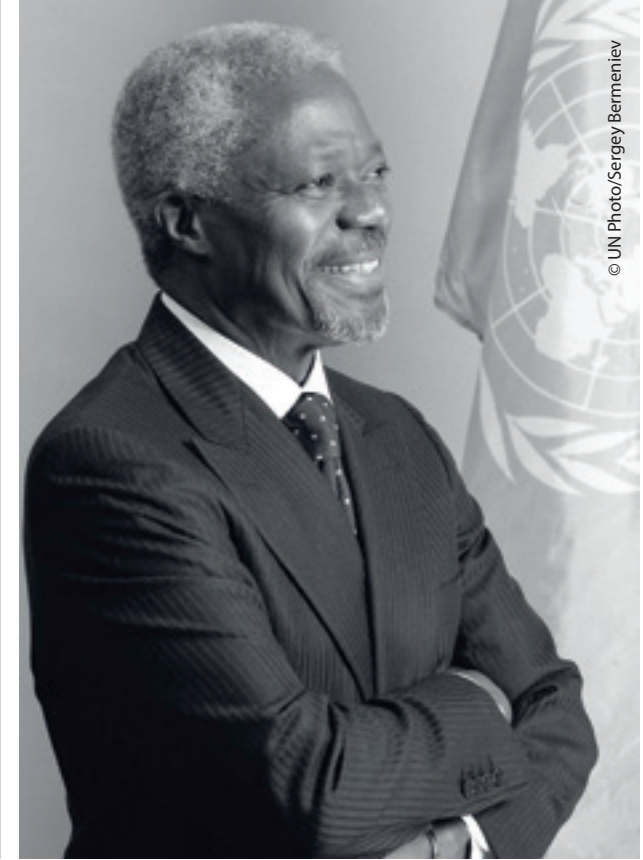
Alexandre Milinkevitch
Reporters sans frontières
Les Dames en blanc

**REPORTERS
SANS FRONTIERES**
POUR LA LIBERTE DE L'INFORMATION



© Javier GALEANO/AP Photos/EU-EP

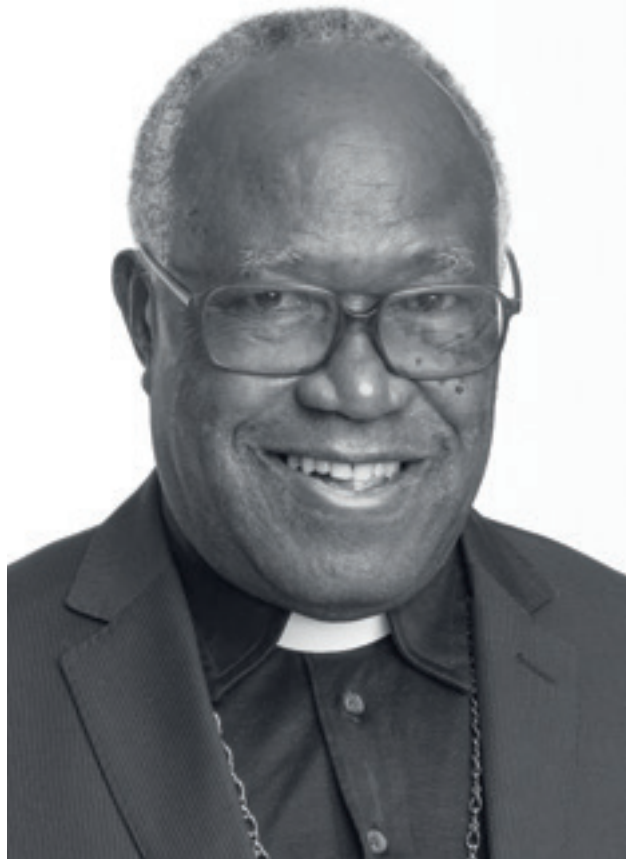
Hauwa Ibrahim
Association des journalistes
de Biélorussie
Kofi Annan, secrétaire général
des Nations unies, et l'ensemble
du personnel de l'ONU



© UN Photo/Sergey Bermeiev



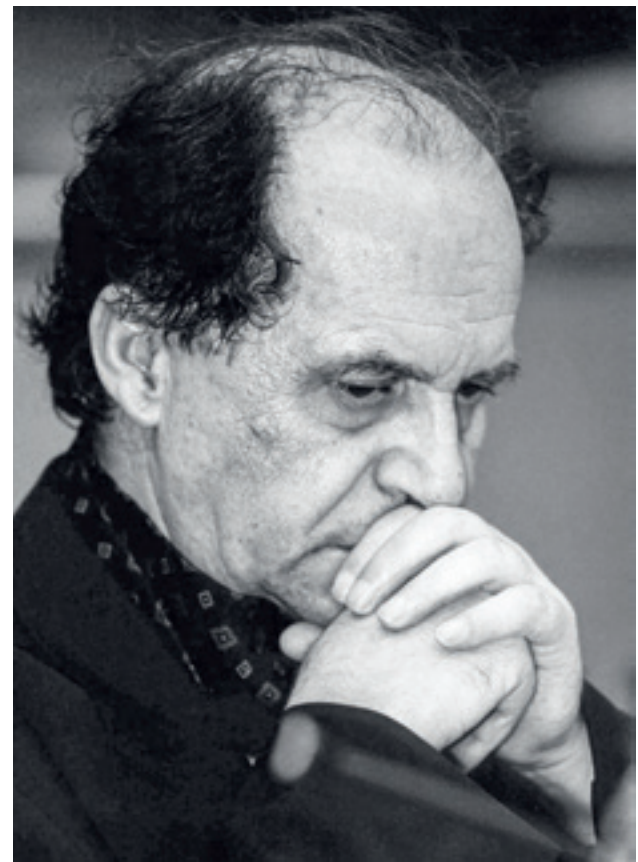
Oswaldo José Payá Sardiñas
Nurit Peled-Elhanan



Izzat Ghazzawi
Dom Zacarias Kamwenho
¡Basta Ya!



Xanana Gusmão
Ibrahim Rugova

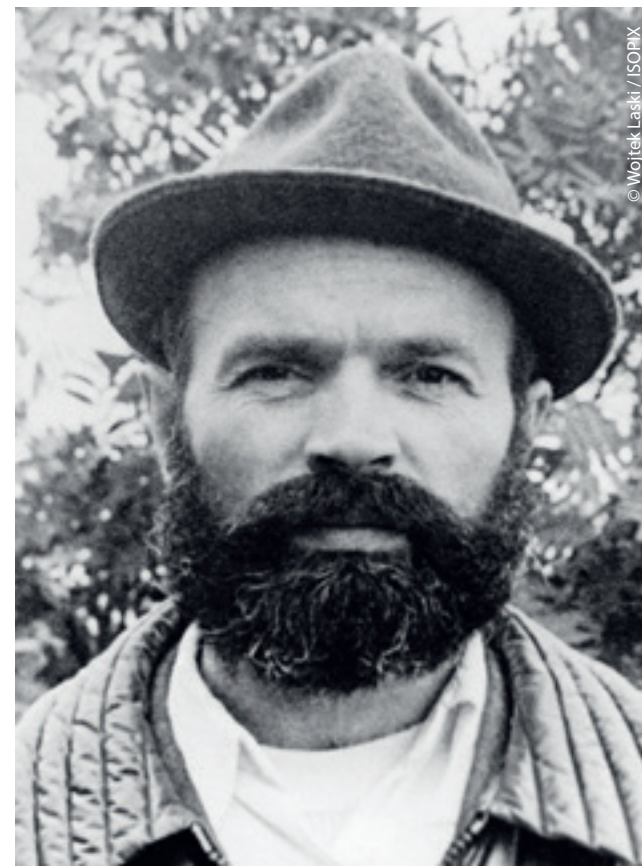


Salima Ghezali
Wei Jingsheng



Leyla Zana
Taslima Nasreen
Oslobodjenje

Les Mères de la place de Mai
Adem Demaçi
Aung San Suu Kyi



© Wojtek Laski / ISOPX

Alexander Dubček
Nelson Rolihlahla Mandela
Anatoli Martchenko

PARLEMENT EUROPÉEN
Rue Wiertz 60
1047 Bruxelles
BELGIQUE
Tél. +32 22842111

PARLEMENT EUROPÉEN
Plateau du Kirchberg
2929 Luxembourg
LUXEMBOURG
Tél. +352 43001

PARLEMENT EUROPÉEN
1, avenue du Président-Robert-Schuman
67070 Strasbourg Cedex
FRANCE
Tél. +33 388174001

Pour de plus amples informations, visitez les sites web suivants:

europarl.europa.eu

europarl.europa.eu/sakharov

COMMENT VOUS PROCURER LES PUBLICATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE?

Publications gratuites:

- un seul exemplaire:
sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>);
- exemplaires multiples/posters/cartes:
auprès des représentations de l'Union européenne (http://ec.europa.eu/represent_fr.htm), des délégations dans les pays hors UE (http://eeas.europa.eu/delegations/index_fr.htm), en contactant le réseau Europe Direct (http://europa.eu/europedirect/index_fr.htm) ou le numéro 00 800 6 7 8 9 10 11 (gratuit dans toute l'UE) (*).

(*) Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits (sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

Publications payantes:

- sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>).





Parlement européen

